

Cinéma

Décès du réalisateur Moussa Haddad

Page 24

Les DEBATS

Votre quotidien national

Agents et promoteurs immobiliers

Une loi pour mettre fin à l'anarchie

L'anarchie régnant dans les professions de promoteur immobilier et d'agent immobilier devrait cesser. Les autorités publiques ont émis deux décrets exécutifs publiés au *Journal officiel* n° 55, afin de réglementer ces activités et en finir avec les vieilles pratiques préjudiciables aux clients.

Page 3



Pour une émergence économique
Nécessité d'un nouveau modèle de croissance durable



L'Algérie a besoin impérativement d'un nouveau modèle de croissance durable pour l'émergence de son économie, a estimé lundi à Alger, l'expert international en stratégies et gouvernance économique, Mustapha Mekidèche, en appelant à accélérer les réformes structurelles pour ouvrir la voie aux nouvelles perspectives.

«Nous devons sortir de l'actuel modèle économique, fondé sur la rente pétrolière pour permettre l'émergence de notre économie à travers des réformes structurelles menant vers un nouveau modèle de croissance durable», a indiqué M. Mekidèche lors d'une conférence-débat, organisée par l'Institut national d'études de stratégie globale (Inesg), sous le thème «Pour un modèle économique alternatif en Algérie : ruptures, prérequis et fondements».

Expliquant que les quatre prérequis de l'émergence sont de bonnes infrastructures et la disponibilité de l'énergie, un indice de capital humain élevé, la sécurité et la stabilité du pays, ainsi que «des institutions qui fonctionnent», le conférencier a souligné que «les trois premiers sont remplis en Algérie», appelant ainsi à des réformes structurelles pour remédier aux «carences institutionnelles qui freinent l'économie».

S'exprimant devant un panel d'experts, académiques, et représentants de plusieurs institutions en lien avec l'économie, il a également précisé que ces quatre prérequis sont nécessaires, mais non suffisants pour une croissance diversifiée et non rentière, ajoutant qu'il faudra aussi relever d'autres défis, à savoir le défi financier et monétaire, le défi productif et technologique, le défi énergétique, ainsi que le défi démographique.

Dans ce sillage, M. Mekidèche a relevé la nécessité d'abandonner la démarche «intenable» de l'Etat investisseur dans «tout et partout» pour passer à celui d'un Etat vigie, producteur de normes et de règles de fonctionnement économiques à travers la promotion d'institutions solides et transparentes, notamment celles de la régulation du marché.

Page 4

Prix du président de la République
du journaliste professionnel

Installation des membres du jury

Page 3



Marché du médicament

Plus de 50 produits pharmaceutiques en rupture

Le marché du médicament en Algérie vit une crise. Le nombre de produits pharmaceutiques indisponibles sur le marché ne cesse d'augmenter. Une situation qui pénalise lourdement les patients algériens a révélé Messaoud Belambri, président du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officines qui précise que cette rupture touche, à la fois les produits importés, et ceux produits localement.



Par Rachid Chihab

«**A**ctuellement, on peut dire qu'il y a au moins 50 produits en totale rupture», a indiqué hier, à l'émission L'invité de la rédaction de la Radio nationale, Chaîne III, le représentant de la corporation des pharmaciens d'officines qui met le doigt sur le dysfonctionnement qui affecte le marché du médicament en Algérie pour, enfin, déplorer l'absence de stratégie cohérente de ce créneau.

Il explique que sur les 600 grossistes, seuls 150 sont

visibles sur le marché. Il estime que «les différentes mesures prises à chaque rupture ne suffisent pas pour réguler un marché aussi vital». Il recommande, à ce propos, d'aller «vers une réforme profonde pour éviter de revivre à chaque fois ces ruptures». Selon lui, cette réforme doit toucher le marché du médicament à tous les niveaux. Plaidant en faveur de l'attribution des autorisations d'importations du médicament aux seuls producteurs nationaux, l'invité de la Chaîne III, précise que cette démarche incitative à l'investissement nationale doit être accompa-

gnée d'un contrôle rigoureux de la production. «On pense qu'on ne peut accorder une autorisation d'importation à quelqu'un qui ne fait pas le moindre effort pour investir en Algérie», lance-t-il, en précisant que son organisation prône «le contrôle et l'encadrement de la production et des opérations d'importations».

Le circuit de distribution a, aussi, besoin d'un assainissement, estime M. Belambri qui relève que sur «les 600 grossistes inscrits officiellement, seuls 150 à 180 sont visibles sur le terrain».

Notons que plusieurs asso-

ciations de malades ont lancé, ces derniers jours, des alertes. Elles ont interpellé les pouvoirs publics pour agir afin de trouver une solution urgente à la crise de médicaments.

Par ailleurs, l'invité de la rédaction, s'est plaint de la Caisse nationale d'assurance sociale (Cnas), qui fait des retards énormes pour honorer les engagements financiers envers les pharmaciens. Un retard de plusieurs mois est une contrainte pour le pharmacien qui doit continuer de donner des médicaments aux patients.

R. C.

Enseignement supérieur et recherche scientifique Installation des comités de la langue anglaise

Deux comités spécialisés dans le renforcement de l'usage de la langue anglaise ont été installés, hier à Alger, au niveau du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, tous cycles confondus, et ce pour examiner les potentialités offertes en vue de faire aboutir ce processus et mettre au point une stratégie applicable sur le terrain.

Installés lors d'une réunion présidée par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tayeb Bouzid, il s'agit du comité intersectoriel chargé d'engager une réflexion et d'examiner le renforcement de l'usage de la langue anglaise dans les domaines pertinents ainsi que du comité de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique qui prend en charge les moyens de renforcement de la langue anglaise et les modalités de son usage graduel dans les sphères de la formation, notamment en recherches et doctorats.

Ce dernier devrait élargir le débat à l'ensemble des établissements universitaires, afin de mettre en place un programme «global et complet» pour ces deux comités, lequel sera soumis au ministre puis au gouvernement. En attendant, les deux comités présenteront leurs conclusions préliminaires dans un mois.

Dans une déclaration à la presse en marge de cette installation, le ministre a affirmé que ce genre de projets s'étend sur «le long terme», relevant la nécessité d'attirer des étudiants étrangers en vue de générer des recettes au profit de l'université et de l'Etat algérien.

«Les études universitaires sont considérées à travers le monde en tant qu'activité économique», a-t-il soutenu, citant, à titre d'exemple, les Etats-Unis où les inscriptions universitaires génèrent, à elles seules, 59 milliards USD, «d'où notre intérêt d'attirer des étudiants étrangers désireux de poursuivre leurs études en anglais, car les frais de leurs inscriptions seront profitables à l'université et à l'Etat algérien».

L'Algérie qui n'est pas la première à recourir à cette expérience, a été précédée dans ce domaine par le Vietnam, la Chine et les Pays-Bas, a-t-il rappelé.

Reda A.

Cour des comptes

Les nouvelles technologies pour améliorer le contrôle

La Cour des comptes s'oriente vers l'utilisation des nouvelles technologies de l'information pour améliorer le contrôle des finances publiques, a indiqué hier, son président Abdelkader Benmarouf.

«Beaucoup d'institutions de contrôle des finances publiques à travers le monde commencent à s'intéresser à l'utilisation des technologies de l'information pour améliorer le contrôle. Nous voulons que tous nos magistrats et vérificateurs sachent qu'il y a une modernisation de l'activité de la Cour dans ce sens», a-t-il déclaré lors d'un séminaire sur le rôle des mégadonnées dans l'amélioration de la qualité des activités de la Cour des comptes.

Ce séminaire, un Taïex (Technical assistance information exchange) organisé dans le cadre du Programme d'appui à la mise en oeuvre de l'Accord d'association

avec l'UE (P3A), permettra justement à la Cour «d'explorer les possibilités d'utiliser les nouvelles technologies de l'information pour améliorer les résultats de ses contrôles, notamment que ses moyens humains sont très limités», a-t-il déclaré à la presse en marge de la rencontre.

Lors du séminaire, des experts algériens, italiens et allemands ont présenté des informations techniques détaillées sur l'utilisation et la gestion des mégadonnées (les données en grande quantité) et sur leur application aux tâches d'audit.

Ils ont également expliqué aux experts de la Cour les avantages de l'utilisation des mégadonnées dans le secteur public.

Interrogé pour savoir si l'Algérie disposait actuellement d'un système informatiquement de mégadonnées, M. Benmarouf a expliqué que ce système était en cours d'élabora-

tion. «Le contrôle de la Cour des comptes aujourd'hui s'appuie sur l'évaluation des politiques publiques, ce qui nécessite le maximum de données. L'exploitation des mégadonnées permettra au gouvernement de bien cibler ces politiques et mesurer correctement leurs résultats et je pense que nous allons arriver prochainement à mettre en oeuvre ce système», a-t-il avancé.

Ce Taïex fait suite au jumelage institutionnel dont a bénéficié la Cour des comptes entre 2016 et 2018 dans le cadre du P3A.

Le jumelage aura constitué une étape majeure dans le processus portant amélioration de la qualité et de la performance des travaux de contrôle de la Cour.

A l'issue du jumelage, la Cour «est parvenue à rationaliser son organisation et structurer ses fonctions transversales et de soutien,

afin de mieux programmer, organiser et piloter son activité», selon les experts de la Cour.

«Ce jumelage a été bénéfique, il a donné des résultats très appréciables car il nous a doté des outils les plus modernes en matière de contrôle des finances publiques», s'est réjoui M. Benmarouf.

Interrogé par ailleurs pour connaître les ambitions de la Cour des comptes alors que le pays connaît des changements politiques importants, il a répondu que «la communication avec l'environnement faisait défaut au niveau de la Cour, nous voulons qu'à l'avenir, nous aurons une Cour des comptes ouverte sur l'environnement et sur le citoyen».

La Cour des comptes algérienne a été instituée en 1976 pour favoriser l'utilisation régulière et efficiente des fonds publics, promouvoir la transparence dans la gestion des

finances publiques et renforcer la lutte contre la fraude.

Même si la Cour joue un rôle important dans la lutte contre la fraude, son rôle se limite cependant à aviser la justice sur les faits éventuellement à caractère pénal.

Les jugements effectués par la chambre de discipline de la Cour ne portant pas sur des délits de corruption mais uniquement sur des infractions aux règles de discipline budgétaire et financière.

Une dizaine de dossiers, portant notamment sur les marchés publics (les prix, les quantités, la qualité des équipements, l'opacité dans l'octroi des contrats...) est transmise annuellement à la justice par la Cour. Sur quelque 10 000 comptes publics existants en Algérie, la Cour traite en moyenne 600 comptes/an au niveau de ses huit chambres nationales et neuf chambres territoriales.

L. M.

Agents et promoteurs immobiliers

Une loi pour mettre fin à l'anarchie

L'anarchie régnant dans les professions de promoteur immobilier et d'agent immobilier devrait cesser. Les autorités publiques ont émis deux décrets exécutifs publiés au *Journal officiel* n° 55, afin de réglementer ces activités et en finir avec les vieilles pratiques préjudiciables aux clients.



Par Massi Salami

Désormais, les prérogatives de délivrance des agréments pour l'exercice de ces professions ont été transférées des services du ministère de l'Habitat aux wilayas. Ainsi, «la demande d'agrément d'agent immobilier doit être déposée par le postulant auprès de la direction chargée du logement de la wilaya contre remise d'un accusé de réception». Les demandeurs d'agréments pour les activités d'agences immobilières et d'administrateurs de biens immobiliers doivent justifier, notamment la possession d'un diplôme supérieur dans le domaine juridique, commercial, comptable, immobilier ou technique, tandis que pour l'activité de courtier, ils doivent justifier la possession d'un diplôme de technicien supérieur dans le domaine commercial, comptable, immobilier ou technique.

La demande doit être accompagnée des certificats de nationalité et de résidence.

Pour les personnes morales (sociétés), la demande d'agrément

doit contenir un exemplaire des statuts de la personne morale, un exemplaire du bulletin officiel des annonces légales portant constitution de la société, l'ampliation de la délibération au cours de laquelle ont été désignés le président et, éventuellement, le directeur général ou le gérant, à moins que ceux-ci ne soient titulaires, les certificats de nationalité et de résidence du ou des détenteurs de la totalité du capital, la justification que le directeur général ou le gérant statutaire satisfait aux conditions d'aptitude définies (possession d'un diplôme).

Le wali est tenu de répondre au postulant dans un délai de deux mois, à compter de la date de réception de la demande d'agrément, précise ce nouveau décret, soulignant que «la décision de refus doit être motivée et notifiée par le wali au demandeur par tout moyen».

«L'agrément d'agent immobilier est personnel, révocable et incessible et ne peut faire l'objet d'aucune forme de location», ajoute ce nouveau texte qui fixe la durée de validité de l'agrément

d'agent immobilier de cinq années.

L'inscription au registre des agents immobiliers donne lieu à la remise par le wali, d'une carte professionnelle dénommée «carte de l'agent immobilier».

Le décret souligne que l'agent immobilier doit, dans le cadre de l'exercice de sa profession, s'acquitter de ses obligations envers ses clients conformément aux usages de la profession, fournir la meilleure qualité de service, respecter les lois et règlements régissant l'activité, inscrire sur un registre coté et paraphé par les services compétents de la direction chargée du logement de la wilaya, l'ensemble des opérations qu'il exécute. L'agent immobilier doit «afficher à la vue de ses clients, de manière lisible et visible, le barème de ses honoraires et tarifs», lit-on dans ce texte.

Il doit, en sus, transmettre annuellement à la direction chargée du logement de la wilaya, un rapport détaillé et chiffré sur ses activités, d'après le texte précisant que le renouvellement de l'agrément est subordonné au

dépôt régulier de ses rapports.

En cas de condamnation pour fraude fiscale, pour infraction à la réglementation des changes ou lorsque le titulaire a fait l'objet d'une liquidation judiciaire, le titulaire de l'agrément d'agent immobilier doit cesser toute activité liée à sa profession et en informe immédiatement le wali qui procédera au retrait d'agrément.

Quant au second décret, il stipule que «l'agrément de promoteur immobilier est délivré par le wali, après avis favorable d'une commission de wilaya d'agrément des promoteurs immobiliers».

Le titulaire de l'agrément doit, lorsque les formalités d'inscription au registre de commerce sont accomplies, de transmettre au wali un dossier, lui permettant l'inscription au tableau national des promoteurs immobiliers.

Faut-il rappeler que de nombreux citoyens sont victimes de l'anarchie régnant dans ces deux créneaux et cette loi est appelée à l'assainir afin de protéger le citoyen contre les escrocs qui en profitent pour s'enrichir illicitement.

M.S.

Mesures pour rationaliser les importations de blé

L'Algérie a économisé plus d'un milliard de dollars

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Cherif Omari, a indiqué, hier à Alger, que le pays avait économisé plus d'un milliard de dollars grâce aux mesures initiées pour rationaliser les importations de blé tendre et soutenir la production locale de blé dur et d'orge.

S'exprimant lors d'un atelier national sur la filière céréalière, M. Omari a précisé que le Trésor avait réussi à économiser, grâce aux mesures prises par le gouvernement relatives à la rationalisation des importations et du transport, plus d'un milliard USD du fait de la réduction des quantités de blé tendre importées, le soutien de la production et de la collecte de l'orge et du blé dur.

Les premières statistiques de la saison moisson-battage 2018-2019 font ressortir la production de plus de 60 millions de quintaux de céréales toutes catégories confondues à l'échelle nationale, a expliqué le ministre, saluant la dynamique progressive que cette filière connaît en termes de production et de collecte.

Il a été procédé cette année, a-t-il poursuivi, à la promotion des mécanismes de production, l'intensification de la collecte, l'optimisation des interventions de l'Office algérien interprofessionnel de céréales (Oaic) et des coopératives, ainsi que l'organisation professionnelle, lesquels sont autant de facteurs ayant permis de réduire les importations et garantir l'équilibre de la balance de paiements.

Le taux de stockage du blé dur (20 millions de quintaux) et de l'orge (4 millions de quintaux) produit suffira amplement pour la saison 2018-2019, a-t-il rassuré.

Dans ce contexte, le ministre a fait état de la possibilité d'organiser un plan d'action avec d'autres secteurs, tels que le ministère de la Santé, en vue de mener des campagnes pour sensibiliser les citoyens quant à la nécessité d'améliorer leur alimentation.

R. N.

Prix du président de la République du journaliste professionnel

Installation des membres du jury

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Hassane Rabehi, a procédé hier à Alger, à l'installation des membres du jury du Prix du président de la République du journaliste professionnel, dont le thème est consacré cette année aux «Vertus du dialogue».

Présidé par le directeur de l'École supérieure de journalisme et des sciences de l'information, le Pr Abdeslam Benzaoui, le jury est constitué de Khadija Khelifi, représentante du ministère de la Communication, Mahdia Belmessek, représentante du ministère des Finances, Mohamed Kechroud, représentante du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et

Hassen Mandjour, représentant du ministère de la Culture.

Il s'agit également de Bouzid Ould El Hossine, représentant de la Télévision nationale, de Mohamed Badreddine, représentant de la Radio nationale, Ahmed Merabet, représentant de la presse publique, Abdelwahab Djakoun, représentant de la presse privée, Faïza Yakhlef et Abdelhamid Sahel, représentants de la Faculté des sciences de la l'information et de la communication.

Le Prix du président de la République du journaliste professionnel a été institué en «signe de reconnaissance au parcours des journalistes algériens durant la guerre de Libération nationale et d'appui aux efforts des profession-

nels de la presse nationale qui contribuent à la promotion du droit du citoyen à une information objective et crédible à travers la presse écrite, audiovisuelle et électronique».

L'objectif étant d'«encourager et promouvoir la production journalistique nationale sous toutes ses formes, stimuler l'excellence, la création et la professionnalisation au sein de la presse nationale en instaurant la culture du mérite et récompenser les meilleures oeuvres individuelles ou collectives ayant trait à la thématique retenue».

Les intéressés par ce concours, dans sa 5^{ème} édition, doivent adresser leurs dossiers de participation au président du jury du Prix du président de la

République du journaliste professionnel, au ministère de la Communication, par voie postale avant la date limite fixée au 10 octobre 2019.

La présidentielle est "le vœu de la majorité des Algériens"

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Hassane Rabehi a indiqué par ailleurs que l'élection présidentielle, prévue le 12 décembre prochain, est "le vœu de la majorité des Algériens", étant donné que "c'est la voie salutaire" pour permettre au pays de consolider "sa stabilité et sa sécurité".

Il a, dans ce cadre, exprimé sa

«grande confiance» en les médias pour leur capacité à accompagner «l'oeuvre politique qui consiste à assurer les meilleures conditions» de l'organisation de ces élections.

Pour M. Rabehi, l'Armée nationale populaire (ANP) a apporté une contribution «significative» et a assuré un «accompagnement certain» aux revendications du peuple algérien, lesquelles sont consacrées dans tous les textes légaux, administratifs et politiques.

Ces textes, a-t-il ajouté, constituent l'assise sur laquelle vont se dérouler ces élections et qui «vont consacrer les principes de la démocratie et de la participation du citoyen, non seulement à la promotion de son pays, mais aussi à en construire l'avenir».

R. N.

Pour une émergence économique

Nécessité d'un nouveau modèle de croissance durable

L'Algérie a besoin impérativement d'un nouveau modèle de croissance durable pour l'émergence de son économie, a estimé lundi à Alger, l'expert international en stratégies et gouvernance économique, Mustapha Mekidèche, en appelant à accélérer les réformes structurelles pour ouvrir la voie aux nouvelles perspectives.



«**N**ous devons sortir de l'actuel modèle économique, fondé sur la rente pétrolière pour permettre l'émergence de notre économie à travers des réformes structurelles menant vers un nouveau modèle de croissance durable», a indiqué M. Mekidèche lors d'une conférence-débat, organisée par l'Institut national d'études de stratégie globale (Inesg), sous le thème «Pour un modèle économique alternatif en Algérie : ruptures, prérequis et fondements».

Expliquant que les quatre prérequis de l'émergence sont de bonnes infrastructures et la disponibilité de l'énergie, un indice de capital humain élevé, la sécurité et la stabilité du pays, ainsi que «des institutions qui fonctionnent», le conférencier a souligné que «les trois premiers sont remplis en Algérie», appelant ainsi à des réformes structurelles pour remédier aux «carences institutionnelles qui freinent l'économie».

S'exprimant devant un panel d'experts, académiques, et représentants de plusieurs

institutions en lien avec l'économie, il a également précisé que ces quatre prérequis sont nécessaires, mais non suffisants pour une croissance diversifiée et non rentière, ajoutant qu'il faudra aussi relever d'autres défis, à savoir le défi financier et monétaire, le défi productif et technologique, le défi énergétique, ainsi que le défi démographique.

Dans ce sillage, M. Mekidèche a relevé la nécessité d'abandonner la démarche «intenable» de l'Etat investisseur dans «tout et partout» pour passer à celui d'un Etat vigile, producteur de normes et de règles de fonctionnement économiques à travers la promotion d'institutions solides et transparentes, notamment celles de la régulation du marché.

Appelant à «la séparation de l'argent de la politique», M. Mekidèche a aussi souligné l'impératif de «la réduction des blocages et la liquidation des segments prédateurs, formels et informels, du secteur privé», pour passer «du succès par le captage des diverses rentes qui sont des sources de corruption et de gaspillage, au succès par la compétition marchande nationale puis internationale».

Ainsi, pour sortir du «modèle économique prédateur obsolète», l'expert a recommandé de lever les contraintes initiales (politiques, institutionnelles, économiques, sociales, financières) qui perpétuent le financement quasi unique par l'Etat, ainsi que la fermeture des «robinets de la rente», lutter contre le gaspillage et assurer l'égalité de traitement entre les acteurs économiques.

Il a aussi appelé à placer la gouvernance des institutions publiques au service des objectifs de l'émergence, assurer la rigueur budgétaire couplée à la cohésion sociale, ainsi que la liquidation progressive des marchés informels par les forces du marché formel.

S'agissant des principaux défis de l'économie nationale, l'expert a noté, notamment la substitution aux importations en s'appuyant sur le secteur privé local et le partenariat, soutenir un secteur privé national productif, compétitif et résilient, la révision de la politique industrielle en intégrant la chaîne de valeur africaine et mondiale, faire passer progressivement le financement de l'économie du bud-

get de l'Etat vers le marché à travers la création de banques privées, ainsi que la bancarisation de l'argent de l'informel estimé à 1 500 milliards de dinars.

Il a également insisté sur la maîtrise de la croissance démographique, assurer le transfert générationnel des compétences et de la gouvernance, ainsi que assurer la sécurité énergétique à travers la révision des tarifs de l'électricité et des carburants touchant le résidentiel, les transports et les industries, et aussi recourir aux hydrocarbures de schistes pour faire face à la double contrainte d'explosion de la demande et la déplétion des ressources conventionnelles.

M. Mekidèche a, en outre, souligné que l'Algérie et face à la contrainte budgétaire, rajoutée à celle de la devise, «doit réagir dans un délai de trois ans».

Il a, dans ce sens, prévu deux scénarios, la poursuite du modèle actuel avec les risques de l'aggravation du déficit budgétaire et le recours à l'endettement extérieur ou une émergence à construire avec une efficacité budgétaire et fiscale, l'élargissement de la base productive, réduction ferme de l'informel, et la construction d'un consensus social et politique pour la mise en oeuvre d'un Etat de droit, fondé sur la sécurité, l'équité territoriale et fiscale, une croissance durable et la cohésion sociale.

H. T.

ZLECAF

Le ministre du Commerce consulte des enseignants universitaires et des économistes

Le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a tenu, lundi à Alger, une réunion de coordination ouverte avec des enseignants universitaires et des économistes en vue de débattre de l'Accord de zone de libre échange continentale africaine (Zlecaf), indique un communiqué du ministère.

Première du genre, cette réunion s'inscrit dans le cadre des préparatifs au Forum africain qu'abritera l'Algérie le mois prochain sur les perspectives et les aspirations des pays africains de la ratification de l'Accord commercial global à travers lequel s'effectue l'échange des biens et des services, l'investissement, les droits de la propriété intellectuelle et la politique de concurrence sans restrictions entre les pays membres de l'Union africaine (UA) en vue de renforcer le commerce intra-africain, suivant la logique de l'intérêt mutuel, précise la même source.

Les services du ministère du Commerce envisage des concertations avec les opérateurs économiques algériens en vue de mettre en place une conception à la lumière des propositions qu'ils jugent adéquates à ce propos, ainsi que d'autres réunions avec le reste des acteurs, souligne le communiqué.

La Zlecaf est l'un des projets phares de l'Agenda 2063 de l'UA, qui constitue un cadre commun pour une croissance inclusive et un développement durable pour l'Afrique au cours des 50 prochaines années.

Il est attendu de l'accord de conduire à l'exonération des droits douaniers, à davantage de postes d'emploi pour la main-d'oeuvre jeune et la coordination de l'action des communautés économiques régionales existantes.

R. K.

ENAFOR

Plus de 3 000 apprentis formés à Hassi Messaoud

Plus de 3 130 jeunes apprentis ont été formés par l'Entreprise nationale de forage (Enafor, basée à Hassi Messaoud), depuis 2010, a-t-on appris hier, auprès des responsables de cette compagnie pétrolière, filiale du groupe Sonatrach.

Il s'agit d'un cursus de formation par apprentissage dans certaines spécialités et filières spécifiques, telles que le forage, l'électricité industrielle, la mécanique pétrolière, la soudure, le well-control, le HSE (hygiène-sécurité-environnement) et la santé, a précisé le P-DG de l'Enafor, Slimane Medjeber, en marge d'une récente visite du ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels dans la wilaya de Ouargla.

L'encadrement pédagogique est assuré par des formateurs chevronnés de l'entreprise ainsi que d'autres externes (intervenants partenaires) issus de divers établissements, à l'instar de l'Institut algérien du pétrole (IAP), le Croissant-Rouge algérien (CRA), l'Université Kasdi Merbah de Ouargla et Red-Med Training Center, a-t-il poursuivi.

Dans le cadre de sa politique des ressources humaines visant à préparer la relève de demain, M. Medjeber a fait savoir que l'Enafor assure également l'encadrement des nouvelles recrues et leur mise en situation

professionnelle réelle avant leur affectation au niveau des chantiers. Ceci, en plus du perfectionnement et du recyclage du personnel en poste et l'organisation de stages pratiques au profit des étudiants universitaires et des stagiaires des Instituts de la formation professionnelle pour les aider à affronter le monde du travail.

Durant la même période, pas moins de 2 377 étudiants et stagiaires ont bénéficié d'un stage pratique dans diverses spécialités pétrolières et parapétrolières au niveau de l'entreprise, signale le même responsable.

En 2007 l'entreprise a créé une Sonde-Ecole, Enafor Drilling School», pour le développement de la formation des nouvelles recrues (applications pratiques en conditions réelles de chantiers), le perfectionnement du personnel de l'entreprise, la formation

Rig-Visa (levage et manutention, équipements de protection individuelle, santé, risques, incendie et autres), en plus de la contribution à la formation des jeunes à travers des cycles d'apprentissage et des stages pratiques au profit des étudiants universitaires et stagiaires issus des Instituts de la formation professionnelle, a-t-il ajouté.

Dans ce sillage, l'Enafor a renouvelé récemment sa convention de partenariat

avec la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels (Dfep) de Ouargla.

D'une durée de trois ans renouvelable, cette convention a pour objectif de promouvoir l'immersion professionnelle et la formation des jeunes par l'apprentissage, considéré comme le mode de formation professionnelle le plus adapté aux besoins du marché local de l'emploi en main-d'oeuvre qualifiée, selon la directeur du secteur (Dfep) de Ouargla, Ali Haouassi.

Créé en 1982 suite à la restructuration de Sonatrach, l'Enafor a réalisé, depuis sa création jusqu'à la fin juin dernier, aussi bien pour Sonatrach que pour ses associés nationaux et étrangers, 4 229 puits, dont 2 188 forages et 2 041 work-over (opérations aux puits), a-t-on fait savoir.

Il s'agit, entre autres, de la réalisation du puits le plus profond à l'échelle nationale en forage vertical (6 304 mètres), le premier puits horizontal à Hassi R'mel (Laghouat), le forage-clé en main pour la compagnie Alepco à Zelfana (Ghardaïa) et la compagnie Mobil dans la région de Touggourt (Ouargla), en plus de 22 puits au Sultanat d'Oman.

H. B.

Pendant un mois

La moitié de la production pétrolière saoudienne suspendue

Quelque trois millions de barils de pétrole saoudien par jour resteront indisponibles pendant un mois, soit environ la moitié de la production suspendue après les attaques ayant ciblé des infrastructures majeures, a estimé hier, le spécialiste de l'analyse des marchés pétroliers S&P Platts.



Samedi, les attaques de drones revendiquées par les rebelles yéménites houthis à Abqaiq -la plus grande usine de traitement au monde- et contre le gisement de pétrole de Khurais ont provoqué une suspension de 5,7 millions de barils par jour (bpj), soit 6% de la production mondiale. «A ce stade, il semble probable qu'environ 3 millions de bpj de pétrole brut saoudien seront hors d'usage pendant au moins un mois», a déclaré S&P Global Platts dans un rapport. Les prix du pétrole ont légèrement fléchi hier, après les

hausse record de la veille, alors que l'incertitude règne sur les marchés mondiaux quant au calendrier de relance de sa production par l'Arabie Saoudite, poids lourd de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (Opep).

Hier, le ministre saoudien de l'Energie, le prince Abdel Aziz ben Salmane, tiendra sa première conférence de presse depuis les attaques, mais l'objet de celle-ci n'a pas été précisée par les autorités.

«L'Arabie Saoudite dira probablement qu'elle peut pleinement approvisionner ses clients, mais avec le temps,

cela pourrait devenir difficile. Toute indication de retard ou de contraction de l'approvisionnement entraînera de nouvelles hausses de prix dans les semaines/mois à venir», a prévenu S&P Platts.

Riyad pompe traditionnellement environ 9,9 millions de barils par jour, dont 7 millions sont exportés, notamment vers les marchés asiatiques.

Selon la société basée à Londres, Capital Economics, les stocks mondiaux de brut, estimés à environ 6,1 milliards de barils, devraient être en mesure de compenser la perte de production.

Les prix du pétrole pourraient retomber à environ 60 dollars (54 euros) le baril, si l'Arabie saoudite réussit à rétablir sa production totale d'ici la semaine prochaine, ou à l'inverse atteindre 85 dollars (77 euros) le baril si cela prend des mois et que les tensions persistent, a-t-elle ajouté.

Le Brent se négociait au-dessus de 67 dollars (60 euros) le baril mardi matin, enregistrant une légère baisse soit avoir bondi de 20% lundi, soit la hausse la plus importante depuis la guerre du Golfe en 1991.

Reda A.

Prix du carburant en France

Le gouvernement appelle les pétroliers à la «modération»

Le gouvernement français a demandé hier, aux pétroliers une certaine «modération» quant à la possible hausse des prix du carburant après la flambée des cours du brut consécutive aux attaques en Arabie Saoudite, tout en assurant qu'il n'y aura pas de problème d'approvisionnement.

«On appelle les pétroliers à la modération sur l'augmentation des prix. Je rappelle qu'on est au niveau du pétrole de mai dernier et en l'état nous ne sommes pas dans une crise telle que nous l'avons connue en 2008 avec des prix qui avoisinaient les 150 dollars», a indiqué le secrétaire d'Etat aux Transports, Jean-Baptiste Djebbari, interrogé sur franceinfo.

Les professionnels du secteur avaient tiré, dès lundi, la sonnette d'alarme sur une augmentation de 4 à 5 centimes du litre d'essence. Lundi, le cours du Brent de la mer du Nord, référence sur le marché

mondial, avait bondi de plus de 14,6%, à 69,02 dollars, la plus forte progression depuis la création de ce contrat en 1988. Quant au baril de WTI, référence du brut à New York, il avait grimpé de 14,7% lundi, à 62,90 dollars, soit sa plus forte hausse depuis décembre 2008.

Cet envol des prix fait suite à des attaques menées samedi contre des installations pétrolières saoudiennes, premier producteur d'or noir au monde.

«Il n'y a pas de problème d'approvisionnement», a martelé de son côté la ministre de la Transition écologique, Elisabeth Borne, sur France 2, reconnaissant qu'il pourrait y avoir une «hausse de quelques centimes».

«Il y a des stocks chez les compagnies pétrolières et la France, comme la plupart des grands pays, a des stocks stratégiques qui représentent 90 jours donc trois mois de consommation. Donc il n'y a

aucune crainte sur l'approvisionnement», a-t-elle ajouté. Les attaques de samedi contre l'usine d'Abqaiq et le gisement de Khurais, dans l'est de l'Arabie saoudite, ont entraîné une chute de moitié de la production saoudienne, à hauteur de 5,7 millions de barils par jour, soit environ 6% de l'approvisionnement mondial.

Le collectif des «Gilets jaunes citoyens» a déjà réclamé hier, un «gel immédiat» des prix des carburants et lancé une pétition de soutien à son initiative visant à freiner les effets de la flambée des cours du pétrole.

Rappelant que «le mouvement des «Gilets jaunes» fait suite à la hausse des prix du carburant de 2018», ce collectif estime dans un communiqué que «dans un contexte social compliqué, Emmanuel Macron ne doit surtout pas laisser la situation se compliquer».

H. M.

Cours d'échanges européens Le Brent à plus de 68 dollars

Les prix du pétrole baissaient légèrement mardi en cours d'échanges européens, dans un contexte incertain après l'explosion des cours la veille, due à une attaque contre des installations saoudiennes. Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 68,71 dollars à Londres, en baisse de 0,45% par rapport à la clôture de lundi. A New York, le baril américain de WTI pour livraison en octobre s'échangeait à 62,34 dollars, 0,89% de moins que la veille.

Lundi, le cours du Brent de la mer du Nord, référence sur le marché mondial, avait bondi de plus de 14,6%, la plus forte progression depuis la création de ce contrat en 1988. Quant au baril de WTI, référence du brut à New York, il avait grimpé de 14,7% lundi, soit sa plus forte hausse depuis décembre 2008.

«Il n'y a pas le même élan des prix du pétrole aujourd'hui pour deux raisons : d'abord, la croissance mondiale au ralenti à cause du conflit commercial sino-américain», a expliqué Naeem Aslam, analyste.

«Deux, la hausse des cours du pétrole déclenche probablement de nouvelles craintes de récession, car des prix élevés sont négatifs pour la croissance économique», a-t-il continué.

Les attaques de drones de samedi ont déclenché des incendies dans l'usine d'Abqaiq, la plus grande pour le traitement de pétrole au monde, et sur le champ pétrolier de Khurais, deux sites dans l'est de l'Arabie saoudite. Ces installations représentent la moitié de la production pétrolière saoudienne, et donc plus de 5% de la production mondiale. L'attaque a aussi réveillé la crainte d'une escalade militaire entre les Etats-Unis et l'Iran, que les premiers accusent d'être à l'origine de l'attaque, malgré l'annonce des rebelles Houthis du Yémen qu'ils en prenaient responsabilité.

Selon Craig Erlam, analyste «il y a encore beaucoup de questions et d'inconnues qui continuent de soutenir les prix», telles que «qui trouve-t-on réellement derrière l'attaque ?» ou encore «avec quelle rapidité l'Arabie Saoudite peut-elle relancer la production ?».

L. T.

Attaques contre les sites pétroliers saoudiens Séoul réfléchit à l'utilisation de ses réserves stratégiques

La Corée du Sud va réfléchir au déblocage de ses réserves stratégiques de pétrole si les perturbations touchant l'approvisionnement se poursuivent suite aux récentes attaques de drones sur des sites pétroliers dans l'est de l'Arabie Saoudite, a déclaré hier, le vice-ministre sud-coréen de l'Economie et des Finances, Kim Yong-beom. Il a indiqué lors d'une réunion avec des responsables concernés que le gouvernement prendrait rapidement des mesures pour stabiliser l'approvisionnement en pétrole en recourant aux réserves stratégiques de pétrole et à des stocks appartenant au gouvernement et au secteur privé si la situation venait à se détériorer. M. Kim a ajouté que son pays avait besoin de se préparer à une éventuelle prolongation des perturbations, promettant de s'assurer des sources d'importation alternatives en consultation avec les raffineries nationales si nécessaire.

Il s'est exprimé après que des drones ont frappé samedi dernier deux sites de production du géant pétrolier saoudien Aramco. Les rebelles houthis au Yémen ont revendiqué la responsabilité de ces attaques. Selon des médias, ces attaques ont affecté environ la moitié de la production pétrolière saoudienne. L'Arabie Saoudite est le premier fournisseur de pétrole de la Corée du Sud, représentant en 2018 près de 30% des importations de cette dernière. Le vice-ministre a cependant fait savoir que la situation saoudienne aurait un impact limité sur l'économie sud-coréenne pour l'heure car il ne devrait pas y avoir de fortes perturbations de l'approvisionnement en pétrole à court terme.

Il a ajouté que le brut saoudien était importé dans le cadre de contrats à long terme et qu'aucune grande perturbation n'avait encore été repérée dans les raffineries sud-coréennes.

Y. G.

Quelques murmures sur la vulgarisation agricole

Éléments d'histoire et tendance

Alors, disons-le d'emblée que les sociétés rurales doivent aujourd'hui s'adapter à un monde en évolution rapide et s'insérer dans des circuits économiques complexes tout en poursuivant leurs efforts pour assurer leur sécurité alimentaire, gérer et protéger les ressources et leurs territoires, qu'améliorer leurs conditions de vie, de santé, d'éducation et valoriser et conserver les patrimoines culturels : matériels et immatériels.

3^{ème} partie et fin



Par Mohamed Khiati

De façon générale et en matière de vulgarisation, il est reconnu que beaucoup de travail a été fourni notamment en termes de transfert technologique en direction des producteurs. Dans ce cadre, les structures de développement agricole et rural, qu'elles relèvent de l'administration (DSA, Instituts de recherche-développement, Centres de vulgarisation...) ou de la profession (chambres d'agriculture...), se sont constamment investies dans des actions de vulgarisation, inscrites dans leurs projets et programmes de développement. S'il est vrai que des résultats plus ou moins palpables ont été enregistrés, les efforts consentis étant souvent dispersés, et ont souvent engendré auprès des structures partenaires, non seulement des doubles emplois, lorsqu'il s'agit de programmation et du choix de thèmes à vulgariser, mais surtout une mobilisation parfois inefficace de l'encadrement et des charges financières supplémentaires qui, dans le fond, nécessitaient une synergie et une action d'ensemble. Cela constitue l'un des mandats futurs de l'appareil de vulgarisation agricole.

A la lumière de tout cela, il revient à dire que les missions et la place de la vulgarisation,

dans le contexte actuel du développement agricole et rural, doit nécessairement passer par sa réorganisation dans une optique de satisfaction des besoins des bénéficiaires des offres et des services de la vulgarisation et la réorientation de ses structures qui s'avèrent prendre une tendance d'inadaptation, dans la mesure où l'organisation qui prévalait est devenue obsolète, en raison d'une succession rapide de différentes réformes politiques, économiques et institutionnelles qui ont touché le secteur de l'agriculture. Ceci nous fait clairement comprendre que si, au moment d'avoir décidé chacune de ces réformes pour le secteur de l'agriculture, on aurait, corrélativement, réclamé une politique de vulgarisation qui puisse adapter ses mécanismes de fonctionnement, par rapport aux changements survenus, celle-ci n'aurait pas accusé, aujourd'hui, autant de retard et tant d'obstacles, aussi complexes les uns que les autres.

Les services de vulgarisation de demain se fient à l'ère de changements enregistrés tant à l'échelle mondiale que nationale, ne pourront ressembler probablement aux services de vulgarisation d'hier et d'aujourd'hui. Le pluralisme sera presque certainement prédominant et plus prononcé vers des formes organisationnelles, des méthodes et des structures institutionnelles plus légères, plus efficaces et

surtout plus opérationnelles. La recherche d'opportunités pour accroître l'efficacité de la vulgarisation doit donc être orientée vers deux domaines :

- Premièrement, il s'agit de mieux appliquer les enseignements des dernières années en réalisant les réformes structurelles requises depuis longtemps, portant sur des systèmes de vulgarisation pilotés par la demande et répondant aux besoins du marché ;

- Deuxièmement, quelques-unes des plus fortes demandes pour plus de vulgarisation, proviennent de domaines inattendus tels que l'accroissement de la fourniture d'informations relatives au climat, l'amélioration de la programmation en matière de sécurité alimentaire, l'évolution de l'agenda de l'aide au commerce et la réforme globale de la recherche agricole pour le développement. Toutes ces questions laissent entendre le besoin d'utiliser les connaissances existantes, mais également d'étudier la nécessité et l'importance de changer les formes de vulgarisation dans le cadre des nouveaux programmes de développement, de l'organisation des aides et des soutiens et des structures institutionnelles.

Dans ce contexte, il est essentiel de promouvoir une perspective plus élargie de ce que représente la vulgarisation parmi les structures de l'Etat, de

la profession agricole et aquacole, du secteur privé, de la société civile et des ONG et voir quels seraient leurs rôles et leurs missions, en adéquation avec la sphère institutionnelle de l'évolution de l'agriculture et des attentes des populations rurales. Il faut ainsi définir la gamme de stratégies, de structures, d'organisations, de méthodes et des outils qui sont nécessaires pour gérer une diversité de rôles et pour atteindre les différents groupes de producteurs dont les besoins sont souvent multiples, complexes et hétérogènes. En outre, il est nécessaire de soutenir les organisations de producteurs pour qu'elles représentent le moteur de ce processus en assumant un rôle actif et crucial dans l'établissement des mandats pour des institutions de vulgarisation, de recherche et de formation et apprentissage.

Le débat sur la vulgarisation agricole en vue de sa mobilisation pour la sécurité alimentaire est ainsi ouvert. A chacun d'apporter des éléments de réponse pour instituer un système efficace et rationnel, à caractère opérationnel dans l'optique d'une synergie, d'une coordination des efforts pour la promotion de l'agriculture et de son soubassement, le monde rural. Cela sous-entend faire, mais falloir faire. Faisons-le donc ensemble, selon une vision et action d'ensemble.

M. K.

En attendant une amélioration des offres

Aigle Azur en liquidation

Le tribunal de commerce d'Evry (France) a décidé lundi la liquidation de la compagnie aérienne française Aigle Azur, mais avec une poursuite de l'activité jusqu'au 27 septembre et la possibilité de déposer de nouvelles offres de reprise jusqu'à aujourd'hui minuit, a annoncé lundi sa présidente.

La liquidation avec poursuite d'activité permet de donner un délai supplémentaire aux candidats repreneurs pour qu'ils puissent peaufiner leurs offres, et de continuer à payer les salariés, selon une source proche du dossier.

Les avions de la compagnie ont déjà arrêté de voler depuis le 7 septembre.

«Aujourd'hui, les offres n'ont pas été suffisamment satisfaisantes, le tribunal a demandé une amélioration des offres» qui pourront être remises «jusqu'à aujourd'hui minuit» et seront examinées le 23 septembre par le tribunal, a déclaré la présidente du tribunal de commerce Sonia Arrouas à l'issue d'une audience à huis clos lundi, précisant que le délibéré serait rendu «au plus tard le 27 septembre».

Cette décision de liquidation judiciaire avec poursuite d'activité «nous donne un espoir pour l'amélioration d'offres qui ont été faites», a réagi Loïc Philippot, vice-président du syndicat de pilotes Snpl Aigle Azur, non élu au Comité d'entreprise, qui parle de «sursis».

Aigle Azur, en cessation de paiements, a transporté 1,88 million de passagers l'an dernier, principalement vers l'Algérie, mais aussi le Liban, le Portugal, la Russie, le Brésil ou le Mali. La compagnie emploie quelque 1 150 personnes, dont 800 en France et 350 en Algérie.

R. N.

Commerce

Des Chinois aux Etats-Unis pour préparer les négociations

Un vice-ministre chinois des Finances se rendra aujourd'hui en visite aux Etats-Unis afin de préparer les négociations commerciales bilatérales prévues début octobre, a indiqué mardi un média d'Etat.

Pékin et Washington sont engagés depuis 2018 dans une guerre commerciale, mais ont consenti ces derniers jours à lever certains de leurs droits de douane réciproques à l'approche de la reprise des pourparlers.

Sur invitation de Washington, un des vice-ministres chinois des Finances, Liao Min, dirigera une délégation qui se rendra mercredi aux Etats-Unis afin «d'ouvrir la voie» aux négociations de haut niveau, a indiqué l'agence de presse officielle Chine nouvelle.

Le négociateur en chef chinois Liu He, par ailleurs vice-Premier ministre et proche du président Xi Jinping, doit rencontrer début octobre à Washington le représentant américain au Commerce, Robert Lighthizer, et le secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin.

La semaine dernière, la Chine a annoncé une série d'exemptions de surtaxes douanières sur des biens américains importés, dont certains produits agricoles majeurs comme le porc et le soja.

Côté américain, le président Donald Trump a décidé du report au 15 octobre d'une hausse des droits de douane sur des produits chinois représentant 250 milliards de dollars d'importations annuelles.

L. K.

Cantines scolaires à Adrar

Des cuisines centrales pour servir des repas chauds et contrôlés

Cinq cuisines scolaires centrales ont été retenues à travers la commune d'Adrar pour servir des repas chauds et contrôlés destinés aux élèves des établissements primaires sur le territoire de la commune d'Adrar, a-t-on appris lundi, des responsables de cette collectivité.



Les services de la commune d'Adrar ont pris une série de mesures, depuis la nouvelle rentrée scolaire et dans le cadre de la mise en œuvre des directives des instances de tutelle, pour la localisation et la structuration de ces installations centrales devant servir des repas chauds aux élèves du primaire de cette commune, a indiqué un élu de l'Assemblée populaire communale d'Adrar, Mustapha Belguizi. Ces cuisines sco-

lares centrales et les 24 cantines des établissements primaires qui leur sont rattachées, sont dotées d'équipements et moyens de restauration modernes, sachant que chacune des cuisines centrales couvre de cinq à sept écoles primaires de la commune d'Adrar, avec une capacité moyenne de 3 200 repas/ jour chacune, a-t-il expliqué. Dans le but d'assurer l'encadrement nécessaire et la main-d'œuvre qualifiée de ces nouvelles structures de restauration, les services

de la commune ont procédé, en coordination avec le secteur de la formation professionnelle, à la formation de 118 personnes, dont des magasiniers, des aides-magasiniers, des cuisiniers, ainsi que des agents polyvalents, recrutés au titre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle. Pour assurer l'approvisionnement régulier de ces structures en denrées alimentaires, les services de la commune ont conclu des conventions avec des fournisseurs, en plus de la dési-

gnation de livreurs chargés de la distribution des repas chauds aux cantines des écoles primaires de la commune. Cette opération de restauration scolaire collective, qui profite à pas moins de 13 000 élèves de la commune d'Adrar, s'effectue dans de bonnes conditions d'hygiène, supervisées par le bureau communal concerné, les services vétérinaires et ceux de contrôle de la qualité relevant de la direction du commerce de la wilaya.

L. M.

Paiement des factures

Les facilitations prises par la SEOR ont augmenté le taux de clients payeurs

Les facilitations décidées par la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (Seor) pour inciter les abonnés à régler leurs dus, ont contribué à augmenter le taux des clients payeurs à

69% en 2019 contre 58% en 2014, a-t-on appris de la direction commerciale de cette entreprise.

En effet, près de 31% des clients parmi 374 000 abonnés, n'honorent pas les factures de consommation d'eau. De ce taux, 9% ne sont pas réguliers dans le paiement de leurs dus tandis que 22% ne payent pas du tout leurs factures, a précisé à l'APS, le directeur commercial de la Seor, Medjahed Abdallah.

"Dans cette période, nous ciblons les clients non-réguliers dans le paiement de leurs factures et plusieurs mesures de facilitations ont été

mises en place dont un échéancier de paiement partiel sur une année", a précisé le même responsable, et ce "dans le but d'éviter les poursuites judiciaires". Aussi, beaucoup de facilitations sont proposées pour l'ensemble des clients, mais en particulier les clients non-réguliers, après la consultation des factures par mail ou via site Web et l'envoi par SMS comportant toutes les nouveautés de la société. Seor a installé un comité de réflexion sur les modalités d'encaissement, outre le cash, comme les chèques postaux ou bancaires, et via cartes magnétiques (CCP et CPA), a fait savoir M. Medjahed.

Une agence mobile a également été mise en place avec comme objectif de se "rapprocher des clients résidents dans les communes et localités démunies de structures d'accueil

Seor", ajoute-t-il.

Le véhicule est équipé de moyens technologiques permettant au client d'accomplir ses démarches (paiement de facture, demande d'information ou de branchement, réclamation) comme dans une agence conventionnelle.

Seor dispose actuellement de 30 agences commerciales. La 31ème sera ouverte incessamment à Haï Louz (ex-les Amandiers), souligne-t-on de même source.

Les créances impayées détenues par la Seor auprès de ses abonnés, sont estimées à environ 3 milliards de DA. Presque la moitié des créances est détenue par les ménages, alors que le reste concerne les collectivités locales et les grands consommateurs.

T. K.

Souk Ahras

Vaste opération pour éliminer les fuites dans le réseau d'eau

Une vaste opération d'élimination des "points noirs" des fuites dans le réseau de distribution d'eau potable a été lancée lundi dans la ville de Souk Ahras, apprend-on de la chargée de communication à la direction locale de l'Algérienne des eaux (ADE), Nabila Nemouchi.

L'opération qui dure deux jours intervient après les plaintes de citoyens relatives aux fuites et mobilise huit équipes techniques de réparation et deux brigades du service des nouveaux travaux, a précisé la même source.

L'objectif de l'opération est d'améliorer le service de distribution et de préserver cette ressource vitale, a encore indiqué la même source qui a fait état de 2 200 fuites réparées depuis le début de l'année en cours à la fin août dernier. L'ADE oeuvre dans le même cadre à combattre les branchements illicites et à coordonner avec l'Opgi pour sortir les colonnes montantes des conduites des caves des immeubles pour éviter les risques de cross connexion outre le traitement des châteaux d'eau et l'analyse régulière de la qualité de l'eau distribuée. L'ADE compte dans la wilaya de Souk Ahras 76 106 abonnés dont 11,65% soumis à facturation forfaitaire (défaut de compteurs) et exploite 21 stations de pompage pour produire 60 658 m³ par jour d'eau, est-il indiqué. L'ADE gère 100 châteaux d'eau totalisant 80 250 m³ et un réseau principal de distribution de 425 km et autre secondaire de 1 230 km distribuant quotidiennement en moyenne 115 litres par habitant.

R. B.

Présentation d'un guide sur les Arbres et paysages remarquables

Le journaliste et paysagiste Samir Slama a présenté, lundi, au siège de l'association Bel Horizon un guide dédié à la nature oranaise et intitulé Arbres et paysages remarquables. Cet ouvrage est édité par l'association oranaise versée dans la sauvegarde du patrimoine historique et naturel de la ville. L'initiative est soutenue par le ministère de l'environnement et des énergies renouvelables ainsi que par une agence belge Enabel.

Lors de cette présentation, l'auteur a indiqué que le guide se compose de trois parties consacrées aux arbres, aux paysages et à une présentation d'un jardin méditerranéen, avec tous ses singularités dictées par la géographie et son fort ensoleillement, sa richesse floristique et végétale d'où l'appel pour "la mise en œuvre d'une charte de protection des arbres et des paysages", présentée à la fin de l'ouvrage. A ce sujet, Samir Slama dira qu'il s'agit d'une proposition pour la protection et au développement des espaces verts. "Oran dispose d'un patrimoine remarquable qui mérite d'être inventorié et qui nécessite un entretien permanent", a-t-il indiqué, rappelant que l'association éditrice du guide ambitionne de réaliser un jardin méditerranéen pédagogique à Bab El Hamra, au quartier populaire de Sidi El Houari avec le soutien de la Conservation des forêts. L'ouvrage est depuis hier sur les étals, a-t-on indiqué.

R. O.

Tébessa

Des dizaines d'habitations inondées suite aux pluies torrentielles

Des pluies torrentielles accompagnées de grêle, ont inondé dimanche soir des dizaines d'habitations dans plusieurs quartiers dans la ville de Tébessa, a annoncé lundi la direction locale de la Protection civile.

Les différentes unités de la Protection civile de la wilaya de Tébessa étaient intervenues jusqu'à des heures tardives dans la nuit de dimanche à lundi pour le pompage des eaux depuis des maisons dans plusieurs quartiers de Tébessa, notamment les cités 1er Novembre 1954, 30 Logements et 60 Logements a précisé un communiqué de ce corps constitué. Les sapeurs-pompiers sont également intervenus pour secourir des usagers de la route bloqués par les eaux pluviales, a ajouté la même source, soulignant que cinq voitures emportées par les eaux ont été secourues aux quartiers de La Rocade, Wiam et Fatima Zohra, ainsi que sur la RN 10 à l'entrée du chef-lieu de la wilaya. Un accident de la circulation a été également signalé sur un axe du CW 8 dans la région de Douken, où un véhicule a dérapé et s'est renversé a fait savoir la source, ajoutant que les éléments de la Protection civile ont secouru les blessés sur les lieux. En outre, la direction locale de la Protection civile, en coordination avec plusieurs secteurs, a mis en place un dispositif de sécurité pour faciliter et contrôler le trafic routier au niveau des routes principales et secondaires, a-t-on noté rappelant que la RN 10 a été partiellement fermée à la circulation. Les mêmes services ont également renforcé les points de contrôle des différents oueds du chef-lieu de wilaya ainsi que dans les autres communes pour pallier tout éventuel dégât matériel ou humain en cas d'inondation, a-t-on conclu.

T. K.

Bechar

Les essais de transfert des eaux albiennes sont "concluants"

Les essais de transfert des eaux albiennes du champ de captage de la région de Boussir vers Bechar sur un linéaire de 100 km, effectués ces derniers jours, ont été jugés concluants, a-t-on appris lundi du directeur local du secteur des ressources en eau, Miloudi Kerzazi.

« Les essais de transfert des eaux albiennes de dix (10) forages à travers une conduite de 100 km sur les 190 km prévus sont concluants et nous allons procéder prochainement à la mise en service de cet important projet hydraulique pour le renforcement de l'alimentation en eau potable de la ville de Bechar et de quatre (4) autres communes de la wilaya, à savoir Kenadza, Abadla, Mechraa Houari-Boumediene et Erg Farradj », a affirmé à l'APS M.Kerzazi. « C'est grâce aux quatre (4) stations de pompage réalisées et équipées au titre de ce projet d'envergure que nous avons réalisé ces essais qui ont donné des résultats satisfaisants », a-t-il ajouté. Actuellement, les 190 km de conduites ont été totalement réali-



Labours-semelles d'Oran Accompagner les céréaliers pour accroître la qualité de la production

La chambre d'agriculture d'Oran multiplie les visites sur le terrain pour sensibiliser les céréaliers afin d'accroître la production céréalière et améliorer la qualité durant la saison agricole 2019-2020, a-t-on appris, lundi du secrétaire général de cette structure.

Cette campagne s'inscrit dans le cadre de la caravane d'information, initiée par la DSA, en collaboration avec la chambre d'agriculture en vue de sensibiliser les céréaliers et assurer leur suivi pour la réussite de la saison agricole 2019-2020, a indiqué Zeddoum Houari.

Cette campagne qui se poursuivra jusqu'au 23 septembre en cours cible les céréaliers des exploitations agricoles des régions de Gdyl, Mers El Hadjadj (Bethioua) Es Sénia, les Andalouses (Ain El Turck) et la région sud de la wilaya à l'instar de Tafraoui, Oued Tlilat, Boufatis, réputés pour leur céréaliculture. Ces rencontres de sensibilisation qui se tiennent en présence des acteurs du secteur agricole permettent d'inciter les agriculteurs au respect du processus technique de la céréaliculture en vue de garantir au moins 50 pc de la production, même en cas de faibles pluies.

Le même responsable a précisé qu'une surface de 50.000 à 55.000 has sera consacrée cette saison à la filière céréalière. L'opération labours semelles touchera quelque 54.773 has dont 10.855 has destinés au blé dur, 4.230 has au blé tendre, 38.023 has pour l'orge et 1.665 has pour l'avoine. L'année dernière, la surface emblavée a été de 53.652 has toutes filières confondues. Les animateurs de cette campagne ont axé leurs interventions sur l'adoption de l'irrigation complémentaire en évitant des pertes induites de la pénurie de pluies, a souligné le secrétaire général de la chambre l'agriculture. L'état offre le soutien des moyens d'aspersion à hauteur de 50 pc du montant global de cet équipement, à condition que le bénéficiaire possède des ressources en eau en dehors de son exploitation. Cette caravane vise aussi à sensibiliser les agriculteurs sur l'importance de l'utilisation des semences traitées disponibles au niveau de la coopérative de céréales et légumes secs CCLS et d'éviter des semences menacées de maladies, l'utilisation de labours profonds et des pesticides. Les professionnels du secteur sont également appelés à se rapprocher du guichet unique de la CCLS.

K. S.

sées et l'eau de ces forages sera prochainement distribuée à la population de collectivités précitées, a-t-il expliqué.

Ce projet d'envergure, dont les travaux ont été lancés en juillet 2018 et qui a nécessité une enveloppe de 9,5 milliards DA, a pour principal objectif de mettre un terme à la dépendance des villes de Bechar et Kenadza de l'alimentation en eau du barrage de Djorf-Ettorba, ainsi que de renforcer l'offre en eau potable dans ces régions, a souligné M.Kerzazi.

« La réalisation et l'équipement de ce pro-

jet, qui avait été précédé d'une étude hydrogéologique réalisée par l'Agence nationale des ressources hydriques (ANRH) au titre d'un programme de mobilisation des ressources hydriques souterraines de cette wilaya du sud-ouest du pays, permettra, dès sa mise en service, le transfert quotidiennement de 30.000 m³ d'eau à partir de forages d'une profondeur variant entre 400 et 500 mètres, localisés près de Boussir, dans la daïra frontalière de Béni-Ounif (Nord de Bechar), a signalé le même responsable.

Selon lui, les travaux de ce projet qui

accusent actuellement un taux de réalisation de 90 % sont confiés à plusieurs entreprises nationales et ont permis la réalisation des 190 km de conduites, de trois (3) stations de pompage et de deux grands réservoirs de 15.000 et 20.000 m³.

« Avec l'apport aussi de la station d'épuration et de traitement des eaux du barrage de Djorf-Ettorba, soit 44.000 m³/ jour, nous allons vers une satisfaction totale des besoins en eau potable des communes de Bechar et de Kenadza », a assuré M.Kerzazi.

R. B.

Khenchela

65 locaux commerciaux à attribuer prochainement

Au total, 65 locaux commerciaux et professionnels seront attribués à Khenchela « dans les quelques mois à venir » à leurs bénéficiaires des différents dispositifs d'aide à l'emploi, a annoncé lundi le responsable du département de maîtrise et des réalisations auprès de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), Siham Ben Maârouf.

Conformément aux décisions du conseil interministériel relatives au programme des locaux commerciaux dépendant du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, l'OPGI de Khenchela a réservé 65 locaux commerciaux devant être attribués « prochainement » dans le cadre des divers dispositifs d'aide à l'emploi, selon le même responsable.

Les jeunes, désireux de bénéficier des locaux à caractère commercial et professionnel, sont appelés, a-t-elle souligné, à se rapprocher dans les meilleurs délais des annexes locales des différents dispositifs d'aide à l'emploi (Agence nationale de gestion de micros crédits ANGEM, Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes ANSEJ, Caisse nationale d'assurance chômage CNAC) pour déposer leurs dossiers.

Dans ce cadre, une commission de wilaya, composée de représentants des différents dispositifs d'aide à l'emploi, de la direction du logement et de la wilaya, a été mise en place récemment et aura pour mission d'étudier les dossiers des demandeurs de ce type de locaux.

La régularisation de la situation des

bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'emploi vis à vis des différentes caisses, banques et services des impôts, en plus d'une attestation sur l'honneur prouvant qu'ils n'ont pas bénéficié auparavant du programme de 100 locaux par commune sont les critères retenus pour l'éligibilité à ce projet d'octroi de locaux, a expliqué Mme Ben Maârouf.

La majorité des locaux à caractère commercial et professionnel mis à la disposition des bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'emploi par l'OPGI sont implantés au chef lieu de wilaya, a souligné le même responsable, faisant état de l'inscription « prochainement » de programmes similaires à travers les autres communes de la wilaya.

T. F.

Université d'El Tarf

Ouverture de 51 postes de formation doctorale

L'université Chadli Bendjedid d'El Tarf a ouvert 51 postes de formation doctorale pour l'année universitaire 2019-2020, a-t-on appris lundi auprès de la chargée de communication au niveau de cet établissement de l'enseignement supérieur.

Les formations, dont l'accès se fera sur la base d'un concours programmé pour octobre prochain, ciblent différentes filières enseignées à l'université Chadli Bendjedid, principalement les sciences biologiques (09), les sciences vétérinaires (06), les sciences sociales (06), la physique des matériaux (06) et les sciences hydrocarbures

marine et continentale (06), a précisé Katia Atroun.

Précisant que les inscriptions et le dépôt des dossiers se feront uniquement via la plate-forme numérique du ministère de tutelle, Mme Atroun a indiqué que le concours est ouvert aux titulaires d'un diplôme de master ou d'un titre équivalent dans les filières proposées. L'université d'El Tarf compte près de 4.500 étudiants dont 1.391 nouveaux inscrits pour l'année universitaire 2019/2020, répartis sur six facultés englobant 15 départements.

R. R.

CONFLITS

Afghanistan

Au moins 24 morts dans un attentat à proximité d'un meeting du président Ghani

Au moins 24 personnes ont été tuées hier, dans un attentat-suicide à proximité d'un meeting du président Ashraf Ghani, en campagne pour sa réélection dans la province de Parwan, dans le centre de l'Afghanistan, ont rapporté des médias, citant selon une source hospitalière.



« Vingt-quatre corps et 32 blessés ont été amenés à l'hôpital central de Parwan. Le bilan comprend des femmes et des enfants », a dit son directeur, Abdul Qasim Sangin, cité par des médias.

Cette attaque, non revendiquée dans l'immédiat, intervient à moins de deux semaines du scrutin présidentiel prévu le 28 septembre dans le pays.

Une explosion a par ailleurs retenti un peu plus d'une heure plus tard dans le centre de Kaboul, selon une source policière.

Syrie

Plus de 29 000 déplacés évacués du camp d'al-Rukban

Les comités de coordination syriens et russes pour le retour des Syriens déplacés ont annoncé que plus de 29 000 civils ont été évacués du camp d'al-Rukban et que des efforts sont en cours pour faire sortir les personnes encore bloquées dans cette zone, ont rapporté mardi des médias locaux.

S'exprimant lors d'une conférence de presse, le ministre syrien de l'Administration locale, Hussein Makhlof, a déclaré lundi que grâce aux efforts menés par les comités de coordination syriens et russes plus de 29 000 civils ont été évacués du camp d'al-Rukban et hébergés dans des centres entièrement équipés où ils reçoivent de l'aide alimentaire et des soins, a indiqué l'agence Sana.

Le ministre syrien a ajouté que tous les citoyens déplacés du camp, même ceux qui portaient des armes, peuvent rentrer s'ils le souhaitent et bénéficient des décrets d'amnistie, a poursuivi la même source.

Aucune information officielle n'était disponible dans l'immédiat sur d'éventuelles victimes. Toutefois, une dizaine de blessés civils et militaires, ont été constatés par des médias, au niveau de l'hôpital Wazir Akbar Khan, tout proche.

Selon des photos de services de sécurité privée, l'explosion s'est produite près d'un centre de recrutement de l'armée.

Dans l'attentat à Parwan, «un kamikaze sur une moto s'est fait sauter près du premier checkpoint donnant accès à un meeting électoral à Charikar (localité à une

heure de route au nord de la capitale)», a déclaré un porte-parole du ministère de l'Intérieur, Nasrat Rahimi.

Selon un porte-parole du gouverneur de la province, Wahida Shahkar, «l'explosion est survenue pendant que M. Ghani s'adressait à ses partisans. Il est sain et sauf», ajoutant que personne dans son équipe n'avait été atteint.

L'explosion au centre de Kaboul est survenue non loin de l'ambassade américaine, ainsi que du lieu d'un attentat revendiqué par les taliban le 5 septembre qui avait fait 12 morts.

Les taliban ont annoncé au début de la campagne électorale qu'ils feraient tout pour troubler le scrutin.

De nombreux observateurs s'attendent à un regain de violence de leur part après la récente rupture par le président américain, Donald Trump, des négociations avec le mouvement taliban sur un retrait progressif des forces américaines.

Un soldat américain a été tué «en action» dans le pays, a indiqué lundi la mission de l'Otan en Afghanistan, sans donner davantage de détails dans l'immédiat.

R. I.

Depuis 2015 dans la vieille ville d'Al-Khalil

38 Palestiniens tués par l'armée israélienne

Au total, 38 palestiniens ont été tués et des dizaines d'autres blessés par les forces de l'occupation israéliennes aux points de contrôle des érigés dans la vieille ville d'Al-Khalil, depuis 2015, rapporte mardi, l'agence palestinienne de presse, Wafa, citant une source palestinienne locale.

Selon le chercheur, Hassan Salameen, cité par Wafa, les points de contrôle dans la vieille ville d'Al-Khalil, ont deux objectifs: "le premier est d'isoler la vieille ville de son périmètre extérieur et le deuxième est de faire pression sur les habitants pour les obliger à quitter leurs maisons".

Depuis 2015, a ajouté M. Salameen, l'occupation "a intensifié ses procédures" dans la vieille ville d'Al-Khalil, où elle a installé trois autres points de contrôle, portant le nombre à sept.

"Les forces israéliennes ont fermé 40 entrées dans la vieille ville d'Al-Khalil, obligeant les habitants à traverser les points de contrôle, où 38 palestiniens ont été tués et des dizaines d'autres ont été blessés depuis 2015", a-t-il fait savoir.

Depuis 1997, la ville d'Al-Khalil est divisée en deux : une zone H1 comptant 175.000 palestiniens (80% de la ville), placée sous administration palestinienne et une zone H2 (lieux saints, 40.000 palestiniens et 850 colons) maintenue sous occupation israélienne.

La population palestinienne d'Al-Khalil dans la zone H2, est en déclin depuis le début de l'occupation à cause de la violence des colons et la fermeture des commerces palestiniens par l'armée israélienne, selon l'agence de presse palestinienne.

Selon Wafa, plus de 1.000 maisons ont été délaissées par leurs propriétaires palestiniens, soit près de 42% des maisons de la vieille ville, et plus de 1.800 commerces ont fermé (76% du total) dans la zone H2 depuis le début de l'occupation.

G. F.

Attaque contre l'Arabie Saoudite

Les rebelles au Yémen «ne font que se défendre»

Le président iranien, Hassan Rohani, a justifié lundi les attaques contre l'Arabie Saoudite revendiquées par les rebelles au Yémen, affirmant que ces derniers «ne font que se défendre» face aux bombardements saoudiens.

«Le Yémen est la cible de bombardements quotidiens. Le peuple du Yémen a été obligé de répondre. Ils ne font que se défendre», a déclaré M. Rohani à Ankara à l'issue d'un sommet sur la Syrie avec ses homologues russe et turc, Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan.

La coalition dirigée par l'Arabie saoudite au Yémen a affirmé lundi, que les armes utilisées dans cette attaque, qui a réduit brutalement l'approvisionnement du monde en or noir et réveillé la crainte d'une escalade militaire entre Washington et Téhéran, avaient été fabriquées en Iran.

Elle a été revendiquée par les rebelles houthis du Yémen, pays en guerre où Riyad intervient depuis 2015 à la tête d'une coalition militaire aux côtés du gouvernement face à la rébellion soutenue par l'Iran.

Le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, a estimé qu'il n'y avait aucune preuve que cette «attaque sans précédent contre l'approvisionnement énergétique mondial» soit venue du Yémen, Washington accusant l'Iran d'en être à l'origine.

T. L.

Le chef du Centre russe pour la

réconciliation des parties en conflit en Syrie avait affirmé, samedi dernier, que des groupes armés avaient empêché des bus de l'ONU d'évacuer des réfugiés syriens du camp al-Roukban, accusant ces «bandes armées de retenir les déplacés syriens comme boucliers humains».

Le centre russe avait lancé alors un appel au commandement américain de la base d'al-Tanf pour faire pression sur les groupes armés et pour aider l'ONU à évacuer les déplacés syriens encore bloqués dans ce camp.

Selon les estimations de l'ONU, plusieurs milliers de déplacés syriens vivent toujours dans ce camp et attendent leur évacuation vers des zones sécurisées. Une mission de l'ONU a été autorisée par le gouvernement syrien pour participer à une opération humanitaire avec le Croissant-Rouge syrien, mais les groupes armés qui contrôlent ce camp continuent à entraver leur travail mené dans ce sens.

L. T.



Côte d'Ivoire

Les pro-Gbagbo dénoncent un "acharnement" après l'appel de la CPI

Pascal Affi N'Guessan, président d'une tendance du Front populaire ivoirien (FPI), a dénoncé lundi "l'acharnement" à l'encontre de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo, après l'annonce d'un appel de la procureure de la Cour pénale internationale contre son acquittement en première instance.



tente de la suite du procès, M. Gbagbo réside à Bruxelles, et M. Blé Goudé aux Pays-Bas.

R. N.

Mali Le président reçoit le commandant de l'AFRICOM

Les Etats-Unis demeurent engagés aux côtés du Mali pour combattre le terrorisme et ses causes profondes, s'est félicité lundi la présidence malienne à l'issue d'une audience accordée par le président Ibrahim Boubacar Keïta au nouveau patron du Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique (AFRICOM), le général Stephen Townsend.

Les discussions, a-t-elle indiqué dans un communiqué, ont porté sur l'évolution de la situation au Mali, particulièrement la lutte contre le terrorisme, le leadership régional et la coopération sécuritaire entre les deux pays.

L'AFRICOM "continuera d'appuyer les efforts internationaux visant à réduire la capacité des organisations extrémistes violentes au Mali de mener des attaques violentes afin de perturber et neutraliser leurs réseaux", a assuré le général Townsend cité par le communiqué. Nommé à ce poste le 26 juillet, le général Townsend est le 5e chef de l'AFRICOM. Après avoir choisi le Mali pour sa première visite au Sahel, il est attendu au Burkina Faso et au Niger.

H. L.

"C'est du dilatoire juridique et de l'acharnement politique pour maintenir le plus longtemps possible loin de leur pays Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé, et les empêcher de prendre part à la vie politique de la Côte d'Ivoire", a déclaré M. Affi N'Guessan.

La procureure de la CPI, Fatou Bensouda, a fait appel lundi de l'acquittement de crimes contre l'humanité prononcé en janvier en faveur de Laurent Gbagbo et de

Charles Blé Goudé, l'ex-chef du mouvement pro-Gbagbo des Jeunes Patriotes. Ancien Premier ministre de M. Gbagbo, qui a fondé le FPI, Pascal Affi N'Guessan en revendique la présidence en son absence. Mais il est contesté par la tendance "légitimiste" du parti qui ne reconnaît que Laurent Gbagbo.

"Les observateurs attentifs qui ont suivi ce procès depuis 8 ans savent que depuis le début, la Procureure n'a jamais fait reposer sa démarche sur des principes de

justice, mais sur de la politique", accuse Assoa Adou, secrétaire général et numéro deux de la branche du FPI, reconnaissant M. Gbagbo comme "président" du parti. Pour M. Adou, "depuis 8 ans, Mme Fatou Bensouda ne s'acharne que sur le Camp Gbagbo alors que toutes les victimes de Duekoué, Guiglo, Toulepleu, Bangolo (ouest du pays, théâtres d'atrocités lors de la crise post-électorale) et bien d'autres continuent de réclamer un procès pour leurs bourreaux sans que cela n'émeuve Mme Bensouda". Enfin, il a appelé "le peuple de Côte d'Ivoire, déjà engagé dans la dynamique de paix et de réconciliation" à "demeurer calme et confiant pour le retour du Président Laurent Gbagbo". Georges Armand Ouégnin, président d'Ensemble pour la démocra-

tie et la souveraineté (EDS), coalition pro-Gbagbo qui regroupe des partis politiques d'opposition et des associations de la société civile, a lui aussi fait part de sa "déception" et dénoncé un "acharnement", après l'annonce de l'appel de la CPI. "Je suis profondément déçu, mais je garde espoir". "J'ai confiance en la justice, même s'il y a un acharnement judiciaire", a déclaré, M. Ouégnin. Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé "sont innocents". "C'est important qu'ils reviennent en Côte d'Ivoire pour la réconciliation nationale".

Les deux hommes ont été reconnus non coupable de crimes contre l'humanité commis en 2010 et 2011 au cours des violences post-électorales qui avaient fait 3.000 morts en Côte d'Ivoire, et libérés sous conditions. Dans l'at-

Nigeria

Boko Haram attaque un poste militaire à Maiduguri

Des éléments du groupe terroriste Boko Haram ont attaqué un poste militaire aux abords du campus universitaire de Maiduguri, dans le nord-est du Nigeria, sans toutefois faire de victime, ont rapporté lundi les services de secours et des étudiants.

Un groupe d'hommes armés a attaqué dimanche vers 20H30 un poste de surveillance à l'extérieur du mur d'enceinte de l'université, ouvrant le feu et obligeant les soldats à battre en retraite. Un kamikaze a ensuite déclenché sa ceinture d'explosifs dans le camp.

"Nous avons déblayé les restes d'un kamikaze qui s'est fait exploser dans le logement des soldats qui gardaient les abords de l'université", a affirmé Bello Dambatta, responsable sécurité aux services d'urgence de l'Etat du Borno (Sema).

"Heureusement aucun soldat n'a été blessé dans l'attaque car il n'y avait personne dans le bâtiment à ce moment-là", a-t-il ajouté.

Des sources sécuritaires ont précisé que les terroristes ont pris le dessus au terme d'un échange de tirs d'"environ une heure", faisant fuir les soldats avant l'intervention du kamikaze.

Avant d'atteindre le poste militaire, les terroristes ont réussi à franchir les profondes tranchées creusées par l'armée pour protéger l'université, frappée à de nombreuses reprises par des attaques-suicides ces dernières années. Les tirs et l'explosion ont semé la panique sur le campus où vivent des centaines d'étudiants.

"Tout le monde a quitté les chambres en courant, pensant que l'université était la cible d'une attaque, parce que les sons et l'explosion étaient vraiment proches", a expliqué une étudiante, Rebecca Simon.

"Les tirs ont duré jusqu'à environ 23h00, où les assaillants sont partis et que nous avons pu retourner dans nos chambres", a-t-elle ajouté.

Boko Haram a mené depuis il y a 10 ans des attaques répétées contre des écoles publiques, mais aussi des marchés ou des mosquées.

La dernière attaque contre l'université de Maiduguri remontait à février 2018, où un kamikaze s'était fait exploser sans faire de victime.

En mai 2017, un garde en faction avait été tué et un soldat gravement blessé par deux kamikazes. Le conflit a fait 35.000 morts et plus de deux millions de déplacés depuis 2009.

H. T.

Guinée

Le chef de la Céli propose le 28 décembre

Le chef de la Commission électorale de Guinée a proposé lundi que les élections législatives se tiennent le 28 décembre, conformément aux souhaits du président Alpha Condé, mais les représentants de l'opposition au sein de cette instance ont jugé cette date "irréaliste". "La date que nous avons pu trouver au niveau de la plénière de la Céli (Commission électorale nationale indépendante) est le 28 décembre 2019 et cette date est tenable", a dit le président de la Céli, Salif Kébé, à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre, Ibrahima Kassory Fofana, selon un communiqué du gouvernement.

Les législatives dans ce pays francophone d'Afrique de l'Ouest étaient prévues en septembre-octobre 2018, mais ont été reportées et les préparatifs pour les organiser en novembre 2019 se sont avérés laborieux. Le chef du

gouvernement a "pris acte de l'annonce de l'instance électorale et promis d'en rendre compte au chef de l'Etat", qui avait insisté le 4 septembre pour qu'elles se déroulent "dans le courant de cette année". La date du 28 décembre a été immédiatement contestée par le vice-président de la Céli, El Hadji Nano Sow, et d'autres représentants de l'opposition. "Après plusieurs jours de travaux houleux et intenses, les commissaires de la Céli n'ont pas pu s'accorder sur un chronogramme (calendrier) réaliste pour les prochaines élections législatives", ont écrit les commissaires de l'opposition, qui jugent qu'elles ne peuvent pas être légalement et pratiquement organisées avant mars 2020.

"Nous n'accepterons pas que des élections bâclées soient organisées pour faire plaisir à Alpha Condé, qui veut avoir coûte que coûte une majorité

pour faire passer son projet occulte de modification de la Constitution et s'octroyer une présidence à vie", a déclaré un membre de la Céli sous le couvert de l'anonymat.

Le Premier ministre a entamé lundi des consultations avec les partis politiques portant sur les législatives, mais aussi sur la "nouvelle Constitution", selon un communiqué distinct.

Ancien opposant historique, Alpha Condé, 81 ans, a souvent contesté la pertinence de la limitation du nombre de mandats sur le continent - deux maximum en Guinée. La quasi-totalité de l'opposition et de la société civile boycottent ces consultations, qu'elles considèrent comme un nouveau signe qu'Alpha Condé souhaite se représenter à l'issue de son second mandat de cinq ans, qui s'achève en octobre 2020.

R. K.

Brexit

Johnson ne convainc pas l'UE et se dispense de conférence de presse

Boris Johnson n'a pas réussi à convaincre l'UE, restée sur sa faim après un déjeuner entre le Premier ministre britannique et le président de la commission européenne, Jean-Claude Juncker, qui exige des propositions concrètes de Londres sur le problème sensible de la frontière, à six semaines du divorce.

A l'issue de discussions avec M. Juncker puis son homologue luxembourgeois, Xavier Bettel, Boris Johnson a esquivé une conférence de presse prévue aux côtés de ce dernier, ce qui a visiblement exaspéré M. Bettel.

M. Johnson s'est contenté d'une déclaration à la chaîne de télévision Sky News, évitant ainsi de devoir s'exprimer devant les quelques dizaines de manifestants qui l'avaient déjà hué à son arrivée et l'attendaient encore derrière les grilles, à quelques mètres des podiums installés pour les deux responsables et dont l'un est resté vide.

«Oui il y a une bonne chance d'accord, oui je peux en voir les formes, tout le monde peut voir en gros ce qui doit être fait. Mais il doit y avoir du mouvement», a déclaré Boris



Johnson, insistant une nouvelle fois sur la suppression du «backstop», cette clause de sauvegarde insérée dans l'accord de retrait pour éviter le retour d'une frontière dans l'île d'Irlande.

«Chose faite»

«Je ne veux pas que les gens croient que c'est chose faite», a-t-il averti. Il lui faudra déjà convaincre les Européens, jusqu'ici restés de marbre face à ses forfanteries.

«Pour la première fois, les discussions sont entrées dans les détails et Boris Johnson n'a pas su répondre aux questions», a raconté à l'AFP un des participants.

M. Johnson a redit sa volonté que le Royaume-Uni quitte l'UE le 31 octobre, et qu'il ne demanderait pas un nouveau report, contrairement à ce qu'exige son parlement dans une loi. Dans un court communiqué, la Commission a estimé que la rencontre avait seulement permis de faire le point. «Le président Juncker a rappelé qu'il était de la responsabilité du Royaume-Uni d'apporter des solutions juridiquement opérationnelles qui soient compatibles avec l'accord de retrait», a rapporté l'exécutif européen. «De telles propositions n'ont pas encore été faites».

Xavier Bettel, seul devant la presse, a exhorté Boris Johnson à «agir» plutôt qu'à «parler», pour trouver une solution sur le Brexit. «Il n'y a pas de propositions concrètes sur la table pour le moment, et je ne donnerai pas mon accord à des idées», a-t-il insisté.

Ni la Commission, ni les 27 «n'accepteront

à aucun moment d'être responsables pour le bazar dans lequel nous sommes», a ajouté M. Bettel, très remonté.

Intensifier les discussions

Pour M. Johnson, le moment est à l'intensification des discussions. Downing Street a précisé que des réunions étaient désormais prévues «sur une base quotidienne», pas seulement à un niveau technique mais entre le négociateur en chef de l'UE, Michel Barnier, et le ministre du Brexit, Stephen Barclay. Les deux hommes étaient présents à Luxembourg lundi.

Mais les Européens ont insisté au cours de la réunion sur «la nécessité d'avoir des propositions concrètes pour discuter quotidiennement».

La question irlandaise reste au cœur des négociations. L'UE exige que Londres présente des solutions alternatives au «backstop», la clause de sauvegarde incluse dans l'accord de retrait refusé trois fois par le parlement britannique. Elle doit permettre d'éviter le retour d'une frontière physique dans l'île d'Irlande en gardant le Royaume-Uni dans un «territoire douanier unique» à défaut d'autre solution.

Le Royaume-Uni espère progresser suffisamment dans les discussions pour faire du sommet européen du 17 octobre une étape cruciale pour finaliser un nouvel accord.

Propositions «tangibles»

Face à M. Johnson qui se compare au super-héros Hulk pour libérer son pays des

entraves européennes, les Européens tentent de rester placides.

«On reste engagé. Mais il n'y a pas encore d'éléments tangibles pour éviter un «no deal», a confié un diplomate européen à l'AFP, après la rencontre.

«Ce n'est pas seulement le «backstop», c'est aussi la relation future. Ils disent des choses irréalistes, c'est le libéralisme pur et simple. Or, on ne peut pas détruire le marché unique», s'est inquiétée cette même source.

Le Parlement européen, qui devra approuver un éventuel accord avec Londres, a de son côté haussé le ton. Il votera mercredi une résolution très sévère dans laquelle il exige une clause de sauvegarde (le «backstop»).

Le président du Parlement David Sassoli a prévenu que l'assemblée ne donnerait pas son feu vert si les obligations prévues dans l'accord de retrait sur les engagements financiers, le droit des citoyens et l'Irlande n'étaient pas respectées.

La solution serait de limiter la clause de sauvegarde à l'Irlande du Nord, a-t-il rappelé. Cette région resterait territoire douanier de l'UE et deviendrait la frontière avec le reste du Royaume-Uni (Angleterre, Ecosse et pays de Galles), une solution pour l'instant rejetée par les Britanniques, car elle ouvre la porte à une réunification de l'Irlande.

AFP

Corée du Sud Le leader de l'opposition se rase la tête en signe de protestation

Le principal leader de l'opposition sud-coréenne s'est rasé la tête lundi pour protester contre la nomination du nouveau ministre de la Justice en dépit d'un scandale de népotisme dans lequel son épouse a été inculpée.

Le professeur de droit sud-coréen, Cho Kuk, a pris ses fonctions à la tête du ministère de la Justice, le 9 septembre, alors qu'il faisait l'objet d'une enquête sur de possibles passe-droits dont aurait bénéficié sa fille et sur des investissements suspects réalisés par des membres de sa famille.

La nomination de M. Cho, considéré comme un successeur potentiel du président Moon Jae-in, a suscité la colère de l'opposition au sein du Parlement.

Hwang Kyo-ahn, le principal leader du Parti de la liberté de Corée (opposition), a expliqué lundi qu'il se raserait la tête pour demander la démission de «Cho Kuk, le criminel».

Il est arrivé avec un air sévère devant la «Maison bleue», la présidence sud-coréenne.

Il s'est ensuite assis devant un coiffeur qui lui a rasé rapidement ses cheveux noirs à l'aide d'un rasoir électronique pendant que l'hymne sud-coréen résonnait.

«En rasant ma tête, je montre ma détermination», a lancé Hwang Kyo-ahn à la foule. «Je ne reculerai pas».

Le leader de l'opposition a occupé les fonctions de ministre de la Justice et de Premier ministre sous la présidence de Park Geun-hye, destituée et arrêtée en 2017, dans un scandale de corruption à tiroirs.

Les responsables politiques sud-coréens se rasent souvent la tête en public, une façon pour eux d'exprimer leur opposition aux décisions du gouvernement.

La semaine dernière, deux femmes parlementaires s'étaient fait raser la tête pour protester contre la nomination de Cho Kuk qui, au cours de ces dernières semaines, a fait l'objet de nombreuses perquisitions en lien avec ces scandales.

AFP

Boris Johnson "pensait que le Brexit allait perdre" selon David Cameron

L'ex-Premier ministre britannique, David Cameron, a affirmé lundi que l'actuel chef du gouvernement, Boris Johnson, pariait sur un échec du vote en faveur du Brexit lors du référendum de 2016.

«Vous savez, juste quelques minutes avant d'aller expliquer pourquoi il était en faveur du Brexit, il m'a envoyé un texto disant « Le Brexit va être écrasé comme un crapaud sous une herse », a déclaré David Cameron dans une interview sur la chaîne de télévision ITV.

«Il pensait que le vote pour le Brexit perdrait, mais il ne voulait pas renoncer à la chance d'être du côté romantique, patriotique et nationaliste du Brexit», a poursuivi l'ancien Premier ministre conservateur (2010-2016).

Mais Boris Johnson «n'avait jamais défendu (le Brexit) avant, il pensait que (le Brexit) allait perdre et c'est pour cela qu'il a fait le choix» de le soutenir, a-t-il insisté.

Boris Johnson a été l'un des grands artisans de la victoire du Brexit lors du référendum en juin 2016, qui a vu les Britanniques voter à 52% pour une sortie du bloc européen.

Ancien maire de Londres et ex-ministre des Affaires étrangères, «BoJo» a succédé à Theresa May comme Premier ministre fin juillet en promettant de sortir coûte que coûte le Royaume-Uni de l'UE le 31 octobre, avec ou sans accord de retrait conclu avec Bruxelles.

A 45 jours de la date prévue du Brexit, il envisage ouvertement un divorce sans accord, malgré certaines prévisions alar-

mantes, établies par son propre gouvernement, de pénuries alimentaires, de médicaments et de risques de troubles publics.

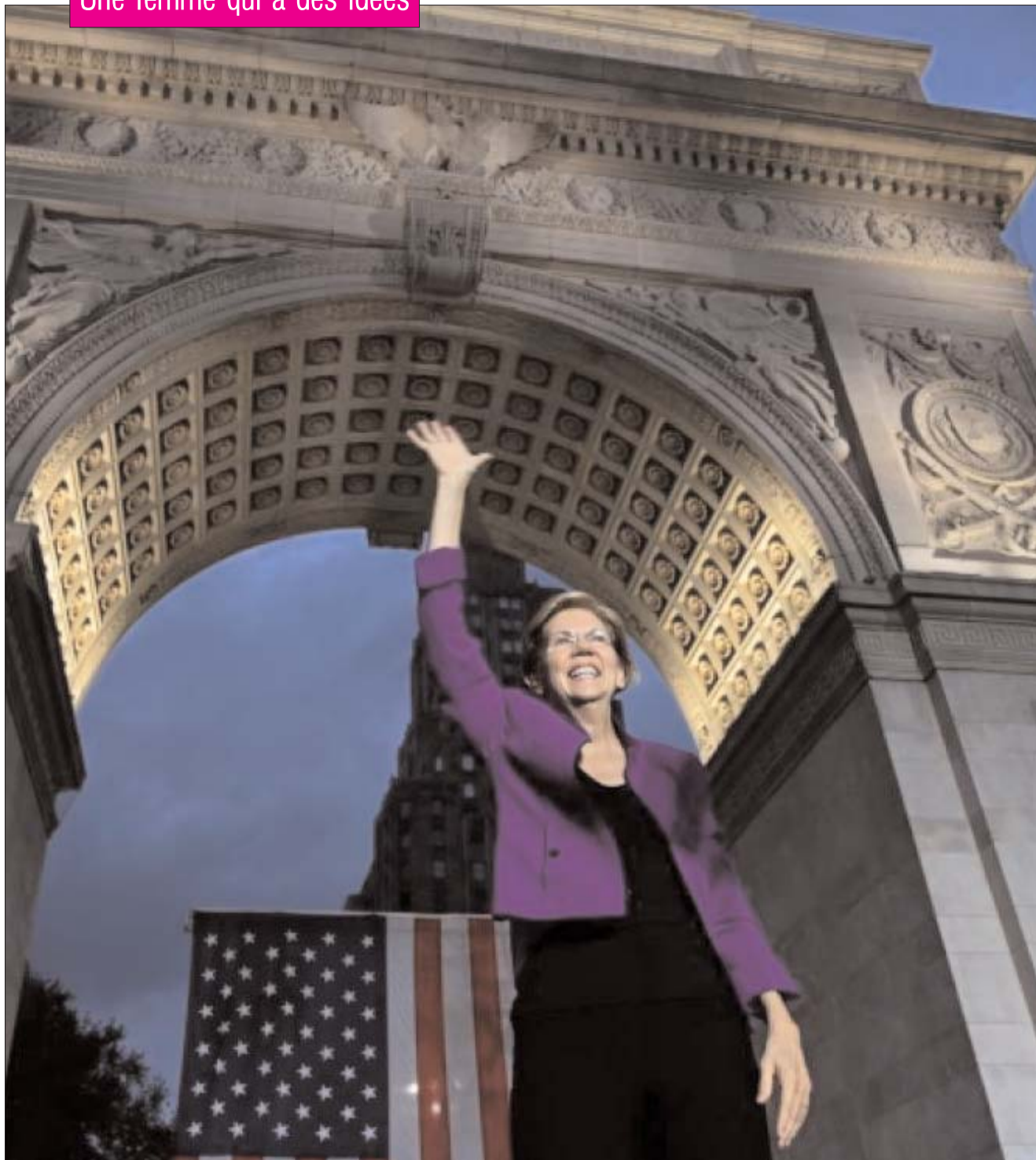
«Je regrette énormément où nous en sommes arrivés», a confié David

Cameron, qui restera dans l'Histoire comme le Premier ministre par lequel est arrivé le Brexit. «Je prends ma part de responsabilité, parce que c'était mon référendum, ma campagne (en faveur du maintien dans l'UE) et je l'ai perdu», a poursuivi l'homme de 52 ans, précisant qu'il excluait un grand retour en politique.

Mais si David Cameron exprime des regrets, il refuse d'endosser la responsabilité de «tout ce qui a suivi» le référendum du 23 juin 2016. L'ex-dirigeant avait annoncé dès le lendemain sa démission.

G. B.

Une femme qui a des idées



Elizabeth Warren très applaudie à New York

"Elle a vraiment beaucoup d'idées": Elizabeth Warren, candidate démocrate qui monte pour la présidentielle américaine 2020, a énergisé lundi plusieurs milliers de New-Yorkais avec sa liste d'idées pour "réparer un système" américain qui selon elle ne profite plus qu'aux riches.

Pour son premier meeting électoral dans la première métropole américaine, bastion démocrate, la dynamique sénatrice du Massachusetts, âgée de 70 ans, a eu droit lundi soir aux encouragements enthousiastes d'une foule compacte, massée devant l'arche du célèbre parc de Washington Square, au cœur de Greenwich Village.

Celle qui n'a cessé de grimper dans les sondages ces dernières semaines - où elle occupe désormais la 2e ou 3e place parmi les 20 candidats démocrates, derrière l'ancien vice-président Joe Biden et parfois derrière Bernie Sanders - a énuméré ses propositions, censées relancer une démo-

cratie américaine qu'elle juge «corrompue», sous les applaudissements et les cris répétés de «Warren ! Warren ! Warren !».

Des géants énergétiques aux assurances-santé, en passant par l'industrie des armes et les élus vendus aux lobbys, tout le monde a intérêt à pérenniser un «système cassé» pour s'enrichir sur le dos des familles qui travaillent, a martelé cette ex-républicaine depuis la tribune, sa veste violette brillant sous les projecteurs.

Mais cette ex-professeure de droit de Harvard «a un plan pour réparer» tous ces problèmes, une petite phrase qui rythme désormais ses discours comme un refrain, et qui s'affiche sur les tee-shirts de ses supporters: depuis l'interdiction à vie de pantouflage pour les élus du Congrès ou l'obligation pour les candidats de publier leurs déclarations d'impôts, jusqu'à l'assurance-santé pour tous et l'annulation de la quasi-totalité de l'énorme dette étudiante.

Taxe sur les riches

Des propositions qu'elle prévoit de financer par une taxe sur les riches, de 2 cents pour chaque dollar de revenu au-dessus des 50 millions de dollars, particulièrement applaudie par les habitants de la capitale financière américaine qui ont repris en chœur, «2 cents ! 2 cents !».

Elizabeth Warren peut-elle emporter l'investiture démocrate en 2020 ? Beaucoup de ses supporters reconnais-

sent qu'il est trop tôt pour le dire, les primaires qui déboucheront sur la désignation du candidat démocrate qui affrontera l'incumbent président américain ne commenceront pas avant début 2020.

Mais le nombre de personnes qui croient à ses chances augmente, et la queue était interminable après le meeting lundi soir pour obtenir un «selfie» avec la candidate.

«Je commence juste à me familiariser avec les candidats, mais c'est de plus en plus clair pour moi que Elizabeth Warren sera ma candidate. Je ne vois personne de meilleure qu'elle», a indiqué à l'AFP, Ellen Downing, 69 ans, ravie d'avoir pu écouter la sénatrice lors d'un bref passage à New York.

«Elle semble vraiment quelqu'un qui a beaucoup d'idées pour résoudre les problèmes de ce pays», s'est réjouie Rebecca Hatcher, 43 ans, bibliothécaire venue spécialement du Connecticut pour la voir. Alan Siege, professeur en management new-yorkais, n'a lui rien décidé encore mais il voulait voir de près celle qui «parle plus de ce qui pourrait être par opposition à ce qui est déjà, comme Joe Biden».

«Je me demande s'il peut attirer et passionner les gens comme elle le peut», dit-il. «Evidemment je veux que Trump soit battu, mais j'essaie encore de voir la meilleure façon d'y arriver».

Sous pression, Angela Merkel dévoile sa stratégie climatique

Après de longs mois passés à tergiverser, le gouvernement d'Angela Merkel doit dévoiler vendredi sa grande loi climatique sur fond de manifestations pro-environnement massives attendues en Allemagne.

L'Union chrétienne-démocrate (CDU) de la chancelière et son allié social-démocrate ont promis des résultats lors de ce «sommet du climat» à Berlin, qui se tient quelques jours avant une réunion des Nations-Unies sur le même sujet à New York.

«J'en suis sûre, l'Allemagne peut trouver son chemin pour une bonne protection du climat», a assuré la chancelière samedi, dans son podcast hebdomadaire, parlant aussi de «défi pour l'humanité».

Son vice-chancelier social-démocrate Olaf Scholz a, lui, évoqué dimanche «un paquet climatique très ambitieux». Les médias font état d'un cocktail de mesures d'un montant total de 40 milliards d'euros.

Le même jour, les jeunes de Fridays for Future, le mouvement de l'égérie suédoise Greta Thunberg, accompagnés cette fois d'adultes d'une multitude d'ONG, de syndicats et de l'Eglise protestante, ont appelé en Allemagne à une grande journée de «grève pour le climat».

«Les pouvoirs politiques doivent enfin agir», a déclaré lundi à la presse, Linus Steinmetz, représentant de Fridays for Future. «Nous nous dirigeons vers une crise qui détruira des vies, et rien ne se passe», a-t-il accusé.

Légitimité

L'enjeu est de taille pour la première économie européenne, autrefois pionnière de l'énergie renouvelable mais qui va manquer ses objectifs de réduction d'émissions de carbone en 2020.

Ces dernières années, le pays a accru sa dépendance au charbon très polluant après la décision en 2011 de sortir de l'énergie atomique suite à l'accident nucléaire de Fukushima.

Et sa puissante industrie automobile, avec des géants comme BMW, Daimler ou Volkswagen, a longtemps privilégié les véhicules essence ou diesel avant de prendre le virage de l'électrique, dans la foulée du scandale des moteurs diesel truqués de VW.

«Il ne s'agit pas seulement de questions d'avenir pour l'écologie, l'économie et la société», pointe toutefois l'hebdomadaire Spiegel. «Le maintien du gouvernement est peut-être aussi en jeu».

Olaf Scholz, également candidat à la présidence d'un SPD en pleine crise, a lié directement la poursuite de la coalition à la politique climatique, après les cuisants revers électoraux essuyés par les deux partis aux élections européennes de mai au profit des Verts et les élections régionales de septembre en ex-RDA marquées par une poussée de l'extrême droite.

«Nous avons besoin d'un grand projet climatique si nous voulons conserver une légitimité pour gouverner le pays», a-t-il prévenu.

Taxe carbone ou pas ?

Concrètement, la stratégie du gouvernement comprend une panoplie de mesures destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'énergie, le bâtiment, l'agriculture, l'industrie et les transports.

Cela va de la promotion des transports publics et des trains, à l'augmentation du prix des voyages en avion en Allemagne, ou à diverses subventions pour le développement des voitures électriques ou pour des chauffages individuels efficaces et propres.

Les partis restent toutefois divisés sur la façon de financer le tout et, plus encore, sur les mécanismes potentiellement impopulaires pour inciter ménages et entreprises à modifier leur façon de se chauffer, s'éclairer ou se déplacer.

Le SPD favorise une «taxe carbone», touchant le carburant et les dépenses de chauffage. La CDU prône une extension du marché européen du carbone, limité pour l'heure à l'énergie et l'industrie lourde, mais a besoin pour cela de l'accord de ses partenaires de l'Union européenne.

Or le temps presse, estime Joachim Fünfgelt, de l'ONG Brot für die Welt, pour qui une taxation aurait l'avantage d'envoyer «un signal très important pour les entreprises, en les incitant à investir différemment, et aux citoyens en les encourageant à être plus soucieux de l'environnement».

A un moment où l'Allemagne est exhortée de toute part à investir davantage pour stimuler son économie menacée de récession, comme récemment encore par la Banque centrale européenne, le paquet de vendredi pourrait en tout cas «montrer que le pays est capable de lancer son plan de relance», juge l'économiste d'ING, Carsten Brzeski, prônant «un plan vert».

Birmanie

Les Rohingyas vivent sous la menace d'un "génocide"

Les quelque 600.000 Rohingyas restant en Birmanie vivent sous la menace d'un "génocide" rendant "impossible" le retour des réfugiés, ont alerté lundi des enquêteurs de l'ONU, demandant que la Cour pénale internationale (CPI) soit saisie.

Dans un rapport, la Mission d'établissement des faits de l'ONU, créée par le Conseil des droits de l'homme en 2017, souligne que la Birmanie a ratifié la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948 et appelle le Conseil de sécurité des Nations unies à déférer le cas devant la CPI ou à créer un tribunal ad hoc, comme ceux de l'ex-Yougoslavie et du Rwanda.

Les enquêteurs précisent avoir établi une liste confidentielle de 100 noms (en plus de six généraux déjà identifiés dans un précédent rapport), comprenant notamment des responsables birmanes, soupçonnés d'être impliqués dans «des cas de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre». Quelque 740.000 musulmans rohingyas avaient fui l'Etat birman de Rakhine (ouest



en août 2017, après une opération de répression de l'armée en Birmanie, pays à forte majorité bouddhiste. Des familles entières avaient rejoint 200.000 réfugiés victimes de persécutions et déjà installés dans des camps au Bangladesh.

Les enquêteurs de l'ONU avaient appelé l'an dernier à des poursuites contre les principaux généraux, y compris le commandant

en chef Min Aung Hlaing, pour «génocide». Dans leur nouveau rapport, qui sera présenté mardi devant le Conseil, ils indiquent avoir des «motifs raisonnables de conclure que les éléments de preuve qui permettent de déduire l'intention génocidaire de l'Etat (...) se sont renforcés». La situation est d'autant plus urgente, estiment-ils, que «la Birmanie continue de commettre des crimes contre l'humani-

té (...) contre la population Rohingya».

Les enquêteurs de l'ONU, qui n'ont jamais été autorisés à se rendre sur place et dont la mission ne devrait pas être renouvelée par le Conseil, vont remettre leurs conclusions à un nouveau panel de l'ONU chargé de préparer des dossiers de poursuites criminelles.

R. L.

Selon l'ONU

La couche d'ozone est sur la voie de la guérison

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est félicité que la couche d'ozone soit sur la voie de la guérison, mais a souligné qu'il fallait rester vigilant sur les menaces qui pèsent toujours sur elle.

Dans son message à la communauté internationale à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la protection de la couche d'ozone, M. Guterres a appelé à rester vigilants face à la menace que représente l'utilisation illégale des gaz qui appauvrissent cette couche.

Le Secrétaire général de l'ONU a insisté sur l'importance de s'inspirer du Protocole de Montréal signé en 1987 sur la couche d'ozone pour progresser dans la lutte contre le changement climatique. «En un peu plus de trente ans, le Protocole de Montréal n'a pas seulement permis de réduire le trou dans la couche d'ozone : il nous a montré que la gouvernance environnementale pouvait apporter des solutions aux problèmes mis en lumière par la science et que les pays pouvaient s'unir pour surmonter ensemble leur vulnérabilité», a souligné M. Guterres. La majorité de l'ozone naturel se trouve en altitude, dans une région de l'atmosphère nommée la stratosphère, entre 10 et 40 kilomètres au-dessus de la surface de la Terre et forme ce que l'on appelle la couche d'ozone. Cet ozone stratosphérique absorbe fortement certains rayons ultraviolets du soleil, protégeant ainsi les organismes de la planète contre certaines radiations nocives pour la santé et la vie sur la Terre.

La dernière évaluation scientifique de l'appauvrissement de la couche d'ozone, réalisée en 2018, démontre que certaines parties de la couche d'ozone se sont rétablies à un rythme de 1 à 3% par décennie depuis 2000. Aux taux prévus, l'ozone de l'hémisphère Nord et des latitudes moyennes guérira complètement d'ici les années 2030. L'hémisphère sud suivra dans les années 2050 et les régions polaires d'ici 2060. Célébrée le 16 septembre de chaque année, la journée internationale de la protection de la couche d'ozone est une occasion de souligner l'importance de la conjugaison des efforts des différents intervenants pour sa préservation. **K. M.**

Amazonie

La déforestation alimentée par la violence de mafias et l'impunité

Le gouvernement brésilien «échoue» à protéger les défenseurs de l'environnement victimes de violences de la part de réseaux mafieux qui détruisent l'Amazonie, accuse l'ONG Human Rights Watch (HRW) dans un rapport publié mardi.

L'impunité et l'allègement des contrôles environnementaux contribuent également à la déforestation de la plus grande forêt tropicale du monde, ajoute l'ONG dans ce rapport publié à Sao Paulo (sud-est) intitulé «les mafias de la forêt tropicale». La déforestation de l'Amazonie brésilienne a quasiment doublé entre janvier et août, à 6.404 km² contre 3.337 km² lors de la même période de 2018 — soit l'équivalent de 640.000 terrains de football. La destruction de l'Amazonie «est menée en grande part par des réseaux criminels qui emploient la violence et l'intimidation contre ceux qui se mettent en travers de leur chemin», accuse HRW.

L'organisation de défense des droits de l'Homme demande au président d'extrême

droite Jair Bolsonaro d'arrêter «ses attaques verbales et accusations sans fondement» contre les ONG et de «rétablir la coopération» entre le gouvernement et la société civile pour protéger les indigènes, les défenseurs de l'environnement et la forêt. «Les réseaux criminels ont la capacité logistique de coordonner la coupe, le débitage et la vente de bois à une large échelle et emploient des hommes armés pour intimider, et dans certains cas exécuter, ceux qui essaient de défendre la forêt», poursuit HRW.

Le Brésil est le 4^e pays pour les assassinats de défenseurs de l'environnement, selon les statistiques publiées en juillet par l'ONG Global Witness qui a comptabilisé 20 morts en 2018. Ce phénomène n'est pas nouveau, et HRW rappelle l'élimination, en 1988, de Chico Mendes, l'une des voix les plus connues à l'étranger de défenseurs de l'environnement. Mais HRW énumère 28 assassinats ces dernières années dont les

responsables peuvent «selon des preuves solides» être impliqués dans les coupes illégales de bois. «Les responsables de violences sont rarement appelés devant la justice», déplore HRW, et dans de très nombreux cas, les dénonciations de menaces ne font l'objet d'aucune enquête.

«Tant que le Brésil n'adoptera pas de mesures urgentes contre la violence qui facilite le coupe illégale de bois, la destruction de la plus grande forêt tropicale du monde sera effrénée», a dit Daniel Wilkinson, directeur des droits de l'Homme et de l'environnement de HRW.

HRW s'alarme aussi du fait que le président Jair Bolsonaro a nommé Ernesto Araujo chef de la diplomatie, un ministre affirmant que le changement climatique est «une manœuvre mondialiste», qu'il a également menacé de retirer son pays de l'Accord de Paris sur le climat et a réduit le budget du ministère de l'Environnement. **F. L.**

Hong Kong

Huit blessés dans le déraillement d'un métro

Un métro a déraillé mardi matin à une heure de pointe à Hong Kong, blessant huit personnes et provoquant d'importantes perturbations sur le réseau de l'ex-colonie britannique, ont annoncé les autorités.

Trois wagons étaient en travers des voies près de la gare de Hung Hom, située sur la péninsule de Kowloon, qui est un important noeud ferroviaire vers la Chine continentale, selon des photos aériennes.

Des passagers ont été contraints d'évacuer la rame par une porte brisée et de traverser les voies de la ligne du Réseau Est («East Rail») pour se mettre en sécurité.

Un demi-millier de passagers ont dû être évacués. Huit passagers ont présenté des blessures en arrivant à la station, selon les autorités. On ignorait dans l'immédiat les raisons de ce déraillement, rare sur un réseau connu pour sa remarquable efficacité. Rien ne permettait dans l'immédiat de

faire un lien avec la crise politique qui ébranle la ville depuis plus de trois mois, même si les manifestants s'en sont déjà pris au MTR, le réseau de métros de la mégapole.

«Nous n'écartons aucune possibilité mais à ce stade, nous ne spéculerons sur aucune suggestion particulière», a déclaré à la presse le secrétaire hongkongais aux Transports Frank Chan.

La circulation des trains a été suspendue entre Hung Hom et la station suivante sur cette ligne qui va jusqu'à la frontière chinoise, et le trafic y était très ralenti, a annoncé MTR Corporation, l'opérateur unique du réseau hongkongais.

L'ex-colonie britannique est depuis juin le théâtre d'actions et de manifestations quasi quotidiennes pour demander des réformes démocratiques et dénoncer un recul des libertés dans cette région qui jouit d'une

semi-autonomie, aux termes de l'accord qui avait présidé à sa rétrocession à la Chine en 1997. Certaines des manifestations ont dégénéré en affrontements violents entre radicaux et forces de l'ordre.

Le MTR a été plusieurs fois pris pour cible par les manifestants, notamment depuis que la compagnie a refusé de rendre publiques les images de vidéosurveillance d'incidents le mois dernier au cours desquels des manifestants et des passagers ont été tabassés par des policiers.

Les manifestants ont en riposte vandalisé par la suite des stations de métro.

En mars, une locomotive du MTR avait déraillé et percuté un autre train lors de tests d'un nouveau système de signalisation. Les deux conducteurs avaient été légèrement blessés, mais aucun passager ne se trouvait à bord des trains. **Reda A.**

Lymphome

L'impératif de doter les hôpitaux des moyens matériels nécessaires

La chef de service hématologie à l'Établissement hospitalier universitaire (EHU) Hassani Assad à Beni Messous, le Pr. Nadia Boudjerra a mis l'accent, samedi à Alger, sur la nécessité de consacrer un nombre suffisant de lits au niveau des hôpitaux universitaires pour la prise en charge des malades atteints de lymphomes.



Intervenant à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du lymphome, coïncidant avec le 15 septembre, Mme Boudjerra a précisé que "cette maladie exige une prise en charge multidisciplinaire", estimant que le médecin généraliste a un rôle important à jouer dans le dépistage précoce et l'orientation du malade vers les services spécialisés.

Après avoir appelé à l'augmentation du nombre des lits pour permettre à tous les malades atteints de lymphomes de bénéficier du traitement adéquat, la spécialiste a dit qu'"il faut organiser des formations au profit des médecins généralistes sur cette maladie, car ils sont les

plus proches des citoyens et à même d'assurer un bon suivi du patient ayant subi une chimiothérapie pour éviter que son cas ne s'aggrave".

Les lymphomes qui sont des tumeurs malignes développées à partir du tissu lymphoïde sont dus à plusieurs facteurs dont les pesticides existant dans les produits alimentaires ou utilisées dans l'agriculture, outre certains types de virus et les teintures pour cheveux, a-t-elle expliqué.

Parmi les symptômes de cette maladie, le Pr. Boudjerra a cité la fièvre, la perte de poids, la toux aiguë et l'apparition de tumeurs dans différents organes.

Concernant le taux de prévalence du cancer, la même spé-

cialiste a indiqué qu'il est passé de 0,8 cas/100 000 habitants, au début des années 2000, à trois cas durant ces dernières années, dont 60% représentant des cas graves.

Pour ce qui est des différents types de thérapie, le Pr. Boudjerra a affirmé que le patient bénéficie, en sus des médicaments classiques à l'efficacité prouvée, de la chimiothérapie et de la radiothérapie, voire même de la greffe de cellules souches, outre les médicaments innovants prescrits en cas de complications, regrettant que le seul obstacle demeure "le manque enregistré dans le personnel paramédical".

La présidente de l'Association

d'aide aux personnes atteintes de cancer Nour Doha, Mme. Samia Kasmi a déploré le manque de lits dans les hôpitaux, soulignant que l'Association prend en charge des personnes atteintes de cancer originaires de différentes régions du pays, notamment du Sud, en termes de transport et d'hébergement et ce, jusqu'au rétablissement complet des patients qui peuvent guérir de cette maladie à 90% en cas de bon suivi de la chaîne de soins.

Le nombre de cas d'atteinte de lymphome, pris en charge dans certains CHU à travers le pays, s'élève à près de 3 500, selon le dernier recensement.

R. S.

Jumelage entre hôpitaux

Des opérations au profit des enfants démunis à l'EPH de Sour El Ghouzlane

Près de 40 opérations chirurgicales ont été réalisées depuis dimanche à l'hôpital de Sour El Ghouzlane (sud de Bouira) au profit des enfants démunis, dans le cadre d'un jumelage avec le Centre hospitalier universitaire (CHU) Mustapha Bacha d'Alger, a-t-on appris lundi auprès de l'établissement public hospitalier (EPH) de Sour El Ghouzlane. "L'équipe hôte est formée de sept médecins, et un professeur spécialisé en chirurgie infantile. Jusqu'à présent, le staff médical a effectué près de 40 opérations au profit des enfants dans le cadre de cette opération, qui a député dimanche à l'hôpital de Sour El Ghouzlane", a précisé à l'APS, le directeur de l'EPH de Sour El Ghouzlane, M. Kamaline Aouad. Selon les détails donnés par le même responsable, le staff médical mixte poursuit son travail avec

des séances de consultations dans la matinée et des opérations chirurgicales au niveau du bloc opératoire. "Actuellement, l'équipe a poursuivi son travail jusqu'à hier. Donc le nombre des opérations pourrait atteindre plus de 40 interventions chirurgicales, qui touchent notamment au système urinaire des enfants", a-t-il expliqué.

Hier, cette opération de jumelage a clôturée par une journée de formation au profit des médecins généralistes et spécialistes de l'hôpital de Sour El Ghouzlane. "Cette opération de jumelage est une bonne initiative, qui permet d'échanger des expériences en matière de chirurgie entre les médecins des deux hôpitaux, ainsi que d'apporter l'aide médicale aux franges sociales démunies", a souligné M. Aouad.

Par ailleurs, les familles des enfants opé-

rés dans le cadre de cette opération de jumelage n'ont pas omis de saluer les initiateurs de cette action, ainsi que de louer les efforts que consentit la direction de la santé publique de la wilaya de Bouira afin de répondre aux préoccupations des citoyens en matière de soins.

"Mon enfant est malade, il souffre d'une incontinence urinaire, et nous n'avons pas de moyens financiers suffisants pour effectuer cette opération. Maintenant, Dieu merci, avec ce jumelage, mon enfant Yanis a subi avec succès cette opération, il se porte mieux, je tiens à remercier toute l'équipe médicale ainsi que la direction de la santé", a avoué Fatima

Zohra, mère de Yanis, rencontrée par l'APS dans une salle de soins de l'hôpital.

L. N.

Batna

Réception le mois prochain d'un hôpital de 120 lits

Le secteur de la santé dans la wilaya de Batna sera renforcé le mois prochain par la mise en service d'un hôpital de 120 lits dans la commune de Teniet El Abed, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya. Selon la même source, le chef de l'exécutif local avait lors d'une visite de travail et d'inspection, effectuée samedi soir dans la daïra de Teniet El Abed, donné des directives sur la nécessité de renforcer cet établissement sanitaire par un staff médical spécialisé afin qu'il soit entièrement opérationnel d'ici à 30 jours. Le wali a également insisté sur la nécessité de parachever tous les travaux restant, corriger les défauts et lever toutes les réserves au cours de cette semaine en plus d'entamer l'acquisition des équipements notamment ceux essentiels pour la chirurgie générale, la chirurgie dentaire, la radiologie ou encore l'hémodialyse.

Lancé en 2009, le chantier de réalisation de l'hôpital de 120 lits de Teniet El Abed avait accusé un retard important sur son calendrier initial et plusieurs mises en demeure avaient précédemment été adressées à l'entreprise chargée de ce projet. L'ouverture de cet établissement de santé constitue depuis plusieurs années la principale revendication des habitants de la commune de Teniet El Abed.

En effet, ces derniers doivent se déplacer jusqu'aux hôpitaux d'Arris et de

Batna pour pouvoir se soigner, des déplacements qui selon leurs témoignages, sont pénibles, notamment durant l'hiver.

H. K.

El Oued

98 cas de brucellose humaine enregistrés depuis janvier 2019

Pas moins de 98 cas de fièvre aphteuse (brucellose) humaine ont été enregistrés depuis le début de l'année 2019 dans la wilaya d'El Oued, a-t-on appris jeudi de la direction de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (Dsprh).

Ces cas pathologiques ont été dépistés au niveau de plusieurs communes dont Benguecha (17cas), Debila (15), Sidi Aoun (13) et El Oued avec huit cas, représentant 67% des cas enregistrés dans la wilaya eu égard à leur vocation pastorale, notamment l'élevage caprin et bovin, a précisé le chef de service de la prévention à la Dsprh, Kamel Dif.

Il a fait savoir que la plupart des cas de cette maladie ont été contractés suite à la consommation du lait cru, notamment durant la période printanière (mars, avril et mai) marquée de la profusion du produit, ainsi que la commercialisation illicite du lait cru, en plus de la non-vaccination du cheptel au titre des campagnes. Le même responsable a relevé que le nombre des cas malades est en baisse par rapport à l'année dernière où avaient été recensés 157 cas à travers la wilaya d'El Oued, en raison, a-t-il expliqué, des mesures prises par les dispositifs du secteur portant dynamisation des campagnes de sensibilisation axées, notamment sur l'ancrage de la culture préventive et le contrôle par les services de commerce des locaux commerciaux exposant le lait cru. A noter qu'un arrêté a été, par souci de protéger la santé du consommateur, émis par les autorités locales interdisant la commercialisation du lait cru non-traité.

K. A.

«Une heure de conversation vaut mieux que cinquante lettres.»

Madame de Sévigné



FEMMES

ILS ONT DIT :

«La conversation est un art difficile. Il faut savoir être économe.»

Gilles Archambault

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

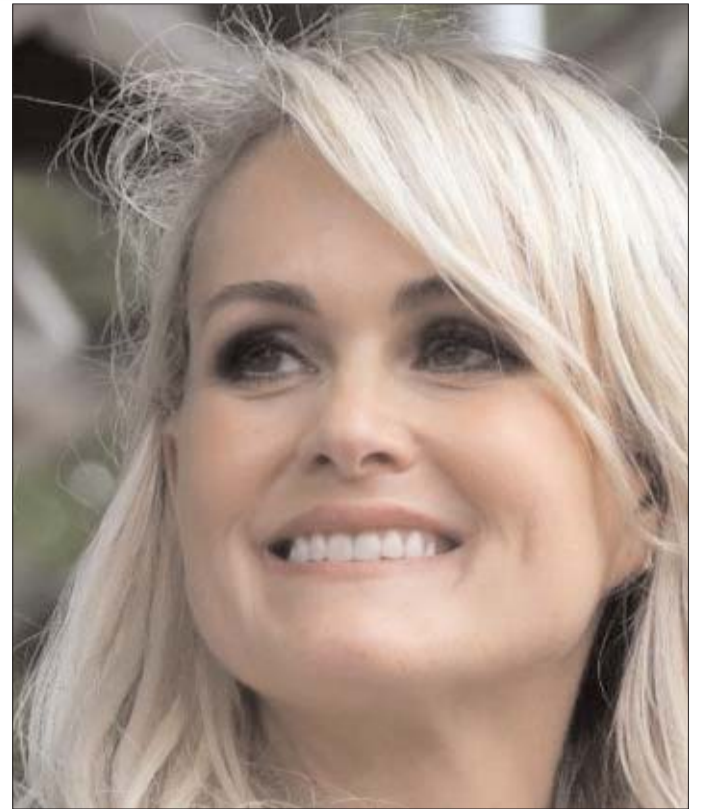
Laeticia Hallyday amoureuse de Pascal Balland : les fans de Johnny divisés

Laeticia Hallyday renoue avec le bonheur. Depuis quelques semaines, elle file le parfait amour avec un certain Pascal Balland. Une idylle qui est loin de faire l'unanimité auprès des fans de Johnny Hallyday, dont certains sont très virulents.

Depuis le décès de Johnny Hallyday, l'image de Laeticia Hallyday est grandement écornée. La bataille judiciaire qui l'oppose à ses beaux-enfants, David et Laura Smet n'y est pas pour rien. Mais c'est également son comportement qui est analysé. Qualifiée de manipulatrice, Laeticia Hallyday a perdu sa place dans le cœur des Français. Malgré tout, n'a-t-elle plus le droit de connaître le bonheur ? Après 22 ans d'amour avec Johnny, aurait-elle oublié un peu trop rapidement son défunt mari ? C'est ce que sous-entendent de nombreux fans.

C'est une nouvelle qui n'est pas passée inaperçue. Près de deux ans après le décès de l'homme de sa vie, Laeticia Hallyday a retrouvé l'amour. L'heureux élu est un certain Pascal Balland, un restaurateur parisien de 47 ans. Rencontrés cet été à Saint-Barth grâce à un ami commun, Laeticia Hallyday et Pascal Balland sont désormais inséparables. Le coup de foudre a été immédiat. Entre eux, c'est du sérieux. Si bien qu'ils s'imaginent déjà se construire une nouvelle vie à Los Angeles où leurs filles respectives - qui ont donné leur approbation à cette relation - étudient.

Si cette idylle n'a été révélée que ce vendredi 13 septembre, des indices avaient pourtant été semés par les proches de Laeticia Hallyday. Fin août, l'une des amies de Laeticia dévoilait ainsi sur son compte Instagram un cliché des deux tourtereaux. Une photographie qui, depuis, a été vivement commentée par les fans de Johnny Hallyday. " De tout cœur, je lui souhaite beaucoup de bonheur ", " Elle a droit aussi de refaire sa vie, elle est encore jeune et d'avoir un homme qui la respecte ", " Même Johnny aurait été heureux de vous savoir à nouveau rayonnante et amoureuse. Vous le méritez ", écrivent certains internautes. D'autres sont, en revanche, beaucoup moins tendres. " Ho ! la pleureuse avec son 'Mon homme' haha, tout ce que j'ai à dire c'est pauvre Johnny ", " Elle n'a pas perdu de temps ", lâchent ainsi des détracteurs. Et un autre de surenchérir : " Et bien, elle a vite retrouvé quelqu'un et pas un pauvre encore... ". Décidément, Laeticia Hallyday ne fait pas l'unanimité.



Soin

Prendre soin de ma peau

Je me démaquille deux fois par jour

Une belle peau est une peau nette. Inutile de trouver des excuses ; même fatiguée, éreintée, vous ne pouvez pas y échapper. Vous devez absolument appliquer une lotion démaquillante au réveil pour enlever les dépôts de gras qui s'accumulent pendant la nuit. Le soir, un démaquillage en trois étapes (savon doux, lait et lotion tonique) s'impose. Jour après jour, votre peau gagnera en éclat et en vitalité

J'utilise une crème hydratante tous les jours

Après 18 ans, le renouvellement cellulaire commence à diminuer : c'est déjà le moment pour vous d'hydrater votre peau. Buvez beaucoup au cours de la journée et utilisez une crème de soin tous les matins (le soir aussi c'est encore mieux). Appliquez la crème sur une peau propre et sèche et massez. Une crème se choisit : son intensité doit correspondre à votre type de peau

(évitiez les anti-rides si vous avez moins de trente ans). La crème idéale répond à ces trois critères : elle ne vous brûle pas (toute démanaison est le signe d'une petite réaction allergique), elle n'est pas comédogène (la présence de corps gras favorise l'acné) et donne à votre peau éclat et vitalité.

Je suis zen !

Le stress est l'ennemi absolu de la beauté. Adoptez le mot de l'année : la relativité ! Hiérarchisez les sujets qui vous perturbent et définissez-

vous un programme «sérénité» : trois fois par jour, faites une pause «respiration» profonde pour oublier le stress (inspirez par le nez en gonflant le ventre et retenez l'air pendant quelques secondes puis soufflez).

Je dors bien et beaucoup

Le sommeil est un élixir de beauté irremplaçable. Votre vie active vous empêche d'avoir de vraies nuits réparatrices, rien n'est perdu. Dites-vous que c'est la phase de sommeil profond qui permet de récupérer. Cependant, même si vous avez des obligations, couchez-vous avant minuit (la phase de sommeil réparatrice est plus importante en début de nuit) et dès que vous pouvez, offrez-vous une bonne nuit de sommeil pour récupérer. Allez vous coucher dès que vous sentez les premiers signes de fatigue (bâillements, frottement des yeux...) et profitez du week-end pour faire une sieste de 20 minutes (le temps d'une phase de sommeil paradoxal) ou de 1 h 30 (la durée d'un cycle complet).

Remèdes de grand-mère

Rajeunir ses mains

Je ne m'essuie pas les mains après... avoir étalé un masque de beauté sur mon visage ou mon corps. Je leur en fait profiter. Ainsi pas de gaspillage et mes mains restent jeunes !

Remède contre l'acné et les points noirs

Pour enlever l'acné sur le visage et le dos : faites bouillir dans 1/4 d'eau, 30 g de baies de genièvre (10 min). Appliquez matin et soir pendant 1 mois ; pour les points noirs sur les épaules : mettez du jus de citron sur un coton et tamponnez-les avec celui-ci matin et soir jusqu'à leur disparition.

Le bain aux plantes

Faites une décoction de 250 grammes de baies de genièvre dans 2 litres d'eau minérale bouillante. Laissez infuser pendant 30 minutes, puis ajoutez-la à l'eau de votre bain.

Un masque anti-peau grasse

Mélanger 2 cuillères à soupe de miel, le jus d'un citron ainsi qu'une cuillère à café d'argile verte en poudre.

Bon à savoir

Sourire avec son ventre !

Pour se détendre, les Orientaux ont une pratique originale du sourire. «Le visage comporte une quarantaine de muscles qui sont reliés, via les organes des sens, à d'autres systèmes organiques.»

- Les yeux sont par exemple «raccordés» au foie. «Souriez des yeux et concentrez-vous sur votre foie. Inspirez par le ventre et détendez ce siège de la colère. En plaçant votre main droite à cheval sur la dernière côte droite, vous sentirez réagir et «glouglouter».

- Votre sourire va s'étendre aux

ailes du nez, concentrez-vous alors sur vos poumons, siège du courage. Respirez bien avec le ventre et soufflez. Vous ressentirez la détente profonde des poumons, leur capacité à se remplir d'air. Car, angoissé, on oublie souvent de respirer profondément. «Sortez ce que vous n'aimez pas, et refaites l'exercice plusieurs fois par jour.»

- Souriez enfin largement et concentrez-vous sur la rate et le pancréas, à gauche en dessous des côtes, siège des soucis.

- «Puis souriez jusqu'aux oreilles», raccordées aux reins,

sites de la peur. Pour les apaiser, imaginez-les logés à la taille, dans le dos, au besoin, massez-les avec les doigts des deux mains. Enfin, relâchez la langue et concentrez-vous sur la détente du cœur, siège de l'impatience et de la jalousie. Vous serez étonnée de vous sentir plus centrée et plus détendue.»



Santé

Qu'est-ce que la ménopause ?

Ce qu'il faut savoir en premier c'est que la ménopause est un phénomène naturel ; ce n'est pas une maladie.

A quel âge commence la ménopause ?

La ménopause intervient en moyenne à 50 ans. Mais d'une femme à l'autre, cette étape peut se produire naturellement entre 40 et 55 ans. Elle est généralement avancée d'un an ou deux chez les grosses fumeuses. De plus, certains facteurs génétiques peuvent jouer. La date de survenue de la ménopause est souvent la même pour une mère et sa fille.

Les troubles urinaires

Le contrôle de la vessie peut être moins bon, ce qui peut provoquer de petites fuites urinaires, en particulier lors d'efforts (étirements, fous rires...). Il est important de prendre en compte ce problème d'incontinence dès qu'il apparaît afin qu'il ne s'accroisse pas.

Les modifications de la peau

La structure et la texture de la peau sont influencées par les hormones sexuelles et des modifications biologiques plus générales liées au vieillissement. Après la ménopause, la peau devient plus fine et plus fragile.

La prise de poids

Souvent, au moment de la ménopause, les femmes prennent du poids et trouvent qu'il est plus difficile qu'auparavant de perdre ces kilos. La prise de poids n'est pas directement liée aux modifications hormonales de la ménopause. Cependant, la ménopause entraîne une modification dans la répartition des graisses.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Mondiaux 2019
de Boxe

Chouaïb Bouloudinats passe en 8^e de finale

Le boxeur algérien Chouaïb Bouloudinats (+91 kg) a composé ce lundi son billet pour les 8es de finale en remportant son combat aux points (4-1) contre l'Italien Carbotti Mirko pour le compte des mondiaux-2019 qui se déroulent à Ekaterinbourg (Russie). Exempté du premier tour, Bouloudinats a dominé son adversaire italien. Il rejoint ainsi son compatriote Chams Eddine Kramou (69 kg) qui avait battu un peu plus tôt l'Azébaïdjanais Sotomayor Collazo Lorenzo aux points (3-2). Chouaïb Bouloudinats (+91 kg) et Chams Eddine Kramou (69 kg) seront désormais les deux seuls pugilistes algériens présents en 8e de finale des mondiaux 2019 après l'élimination des cinq autres boxeurs algériens engagés dans cette compétition. Abdelhafid Benchabla (-91 kg), Mohamed Houmri (81 kg), Mohamed Flissi (-52 kg), Younes Nemouchi (75 kg) et Réda Benbaziz (-63 kg) ont été éliminés dès les 16es de finale. L'Algérie a engagé sept boxeurs dans ce rendez-vous pugilistique qui se tient du 9 au 21 septembre, en présence de près de 450 athlètes de 87 pays.

Athlétisme

Le semi-marathon "Bahia Azur 4" le 27 septembre à Oran

Le semi-marathon «Bahia Azur 4» aura lieu le vendredi 27 septembre à Ain El Truck (Oran), a-t-on appris auprès des organisateurs. Cette manifestation sportive, organisée par la Fédération algérienne du sport et travail (FAST) en collaboration avec la ligue de wilaya et l'Association «Oran sports et santé» de Sidi El-Houari, se tient depuis 4 ans sous l'appellation «Course Oran Bahia-Azur». Cette course pédestre est prévue sur une distance de 21 kilomètres pour les séniors et 10 km pour les dames et vétérans pour donner une chance à un large éventail de participants. De 400 à 450 coureurs dames et messieurs de différentes wilayas du pays devront participer à cette course. Le départ est prévu à Ain El Turck et l'arrivée aux «Andalouses», selon les organisateurs.

Match amical

Les Verts affronteront les Colombiens en octobre



C'est officiel ! La sélection nationale de football, championne d'Afrique en titre, rencontrera son homologue colombienne en match amical au mois d'octobre prochain à Lille en France. A la recherche d'un match-test durant une date-FIFA, le mois prochain, la FAF a donc

conclu avec la fédération colombienne pour ce match qui devrait permettre aux Verts de bien se préparer pour les prochains rendez-vous. L'information donnée par Caracol Radio ne précise pas la date exacte de la tenue de cette rencontre qui sera certainement très importante pour la sélection nationale qui se rapprochera

Imad M.

MC Oran

Cherif El Ouezzani crie au complot

Le MC Oran, auteur d'un bon départ en championnat de Ligue 1 de football, retombe dans ses travers, au moment où son directeur général et entraîneur en même temps, Si Tahar Cherif El Ouezzani, crie au complot. «J'ai l'impression que certains dans le club, plus précisément des actionnaires dans la société sportive du MCO ne veulent pas notre réussite. Ils sont tout simplement en train de me mettre des obstacles pour échouer», a déclaré Cherif El Ouezzani à la presse à l'issue de la défaite à domicile de son équipe face au MC Alger (3-2), dimanche soir en match avancé de la cinquième journée. Il s'agit de la deuxième défaite de rang des «hamraoua» qui se sont inclinés cinq jours auparavant à Ain M'lila (2-1) et la première sur leur terrain cette saison, après avoir réussi à engranger sept points de neuf possibles lors des trois premières journées du championnat. Cherif El Ouezzani, intronisé par les autorités locales dans sa double fonction de DG et coach des Rouge et Blanc, n'a toujours pas obtenu sa licence pour diriger ses capés du banc de touche. Pour cause, il ne dispose toujours pas de contrat que devait signer les

membres du Conseil d'administration (CA), il y a de cela plusieurs semaines. «Toutes mes tentatives auprès des membres du CA pour régulariser notre situation administrative, moi et mes assistants au staff technique, ont été vouées à l'échec. Par leur attitude, ils sont en train tout simplement de nous mettre les bâtons dans les roues», a-t-il déploré. Déjà confronté à des problèmes financiers énormes, le champion d'Afrique avec la sélection algérienne en 1990 lance un énième cri de détresse pour venir au secours de son club. «Le MCO est un grand club qui draine derrière lui des centaines de milliers de supporters et il représente aussi la deuxième grande ville d'Algérie, mais cela ne suffit pas pourtant pour qu'il bénéficie de la considération voulue, comme c'est le cas pour d'autres clubs de l'élite qui ont été placés sous l'égide de grandes entreprises publiques», s'est-il insurgé, non sans, au passage, pointer du doigt l'arbitre de la rencontre face au MCA (Farouk Mial), qui s'est illustré par «un arbitrage vicieux», ayant avantage l'adversaire et l'aide à obtenir les trois points de la victoire, selon ses dires.

CS Sfaxien/suite

à la défaite face au PAC

L'entraîneur monténégrin Jovovic limogé

Le Club Sportif sfaxien a annoncé lundi sur sa page «Facebook» la résiliation à l'amiable du contrat qui le lie au staff technique de son équipe séniors de football conduit par le monténégrin Nebojsa Jovovic au lendemain de la défaite face au Paradou AC 1-3, en seizième de finale aller de la Coupe de la Confédération de football. Le nouvel entraîneur sera annoncé prochainement, a précisé la formation «noir et blanc». Le CS Sfaxien avait engagé le technicien monténégrin cet été. Il remporté avec lui, pour son premier match officiel, la Coupe de Tunisie aux dépens de l'Etoile sportive du Sahel aux TAB. Toutefois, les résultats des matches qui ont suivi étaient en deçà des espérances, avec notamment une défaite en déplacement lors de la première journée du championnat et une difficile victoire au Taieb Mhiri pour le compte de la 2e journée. La défaite dimanche en déplacement devant Paradou AC 1-3 au stade 5 juillet d'Alger a précipité le départ de Jovovic.

Ligue 1 (mise à jour/ 2^e journée)

L'ASAM et la JSS se neutralisent

L'AS Ain M'lila et la JS Saoura ont fait match nul (0-0) lundi au stade Khelifi Zoubiri en match de la mise à jour de la deuxième journée du championnat d'Algérie de Ligue 1 de football. Avec ce résultat nul, l'ASAM s'empare seule de la 9e place avec 5 points en quatre matches disputés devançant d'une unité son adversaire du jour la JSS (10e-4 pts) en compagnie de l'ES Sétif.

Judo / Coupe d'Afrique "Juniors"

L'Algérie deuxième, avec 3 or et 1 argent

La sélection algérienne (Juniors/Garçons) de judo a décroché la deuxième place à la Coupe d'Afrique 2019, clôturée dimanche soir à Casablanca (Maroc), avec un total de quatre médailles (3 or et 1 argent). C'est la sélection (Garçons/Filles) du pays organisateur, le Maroc, qui a pris la première place (7 or, 5 argent et 12 bronze), au moment où la Tunisie a complété le podium (2 or, 4 argent et 2 bronze). L'Algérie n'a engagé que quatre judokas dans cette compétition et ils ont tous réussi à

accrocher une marche appréciable sur le podium, à savoir : la première pour Redouane Messaoud Dris (-66 kg), Karim Oudjane (-73 kg) et Hicham Anouar Hached (+100 kg), alors que Mohamed Amine Tahra s'était contenté de l'argent, après sa défaite en finale des moins de 60 kg. Le Maroc, lui, a enregistré une participation record, avec pas moins de 39 athlètes engagés (21 Garçons et 18 Filles), ce qui lui a conféré un certain avantage par rapport aux autres concurrents. D'ailleurs,

avec ses trois or, l'Algérie avait longuement caracolé en tête du tableau général des médailles, avant d'être coiffée au poteau par le Maroc, après que ce dernier ait moissonné 5 or en toute fin de compétition. Au total, 64 judokas (34 Garçons et 30 Filles), représentant sept nations, ont pris part à cette première édition de la Coupe d'Afrique «Juniors» de judo. Outre le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, il y avait le Sénégal, le Portugal, le Tchad et le Cap Vert.

Ils ont marché pour le 30^{ème} mardi

Grande mobilisation des étudiants

Par Karima Nacer

Grande mobilisation lors de la marche des étudiants en ce 30^{ème} mardi pour réclamer le changement du système et l'instauration d'un Etat démocratique.

Vers 10h30, à Alger, les étudiants se sont donné rendez-vous comme à l'accoutumée à la place des Martyres. Ils ont entamé leur action par l'hymne national *Qassaman*. Ensuite le cortège a démarré, emblème national à la main ou sur les épaules pour emprunter le chemin habituel, destination le centre-ville. Le dispositif sécuritaire était renforcé par rapport aux mardis précédents. Des citoyens de tout âge emboîtent le pas aux étudiants. Plusieurs interpellations ont été opérées par la police. Les étudiants ont marché jusqu'à la place Audin en scandant «*Nous sommes déterminés à poursuivre le combat jusqu'au départ de la bande*».

Les manifestants scandaient tous en chœur «*Système dégage, pas d'élection présidentielle*», ainsi que des slogans pour la libération des manifestants du «*hirak*», placés sous mandat de dépôt. Les manifestants qui ont accompagné les étudiants portaient des banderoles appelant au départ de tous les symboles du système tout en scandant des slogans tels «*Jazair horra démocratia*» (Algérie libre et démocratique), «*Pouvoir au peuple*», «*Pas d'élection avec la bande*», «*La revendication des étudiants est la revendication du peuple*». Cette marche a été caractérisée par une présence très forte de citoyens, notamment les personnes âgées.

Les étudiants, plus nombreux que lors des dernières actions, promettent, d'ores et déjà, d'être plus nombreux au cours des prochaines semaines avec la reprise des cours. «*Nous finirons par arracher notre liberté un jour ou l'autre*», ont clamé de nombreux étudiants optimistes. Vers 13h30, les manifestants se sont rassemblés devant la Grande-Poste pour ensuite se disperser dans le calme. Tout comme à Alger, les étudiants sont sortis dans plusieurs wilayas pour réclamer le changement.

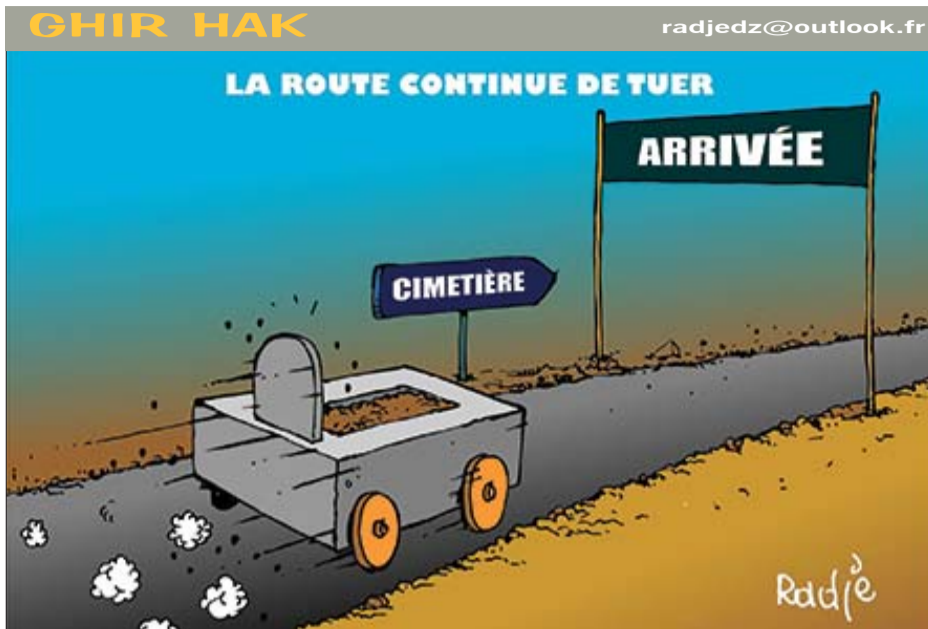
K.N.

Présidentielle en Tunisie

Kais Saïd et Nabil Karoui au deuxième tour

Les deux candidats Kais Saïd et Nabil Karoui arrivés premiers à l'élection présidentielle organisée dimanche en Tunisie s'opposent au second tour du scrutin, a indiqué hier, le président de la Haute instance indépendante de la surveillance des élections (ISIE) Nabil Baffoun. Selon des résultats officiels du scrutin, M. Saïd a obtenu 18,4% des voix et M. Karoui 15,58%, a déclaré le président de l'ISIE, Nabil Baffoun, lors d'une conférence de presse. Les deux candidats arrivés en tête se disputeront le deuxième tour de l'élection présidentielle, si aucun n'a pas recueilli plus de 50% des suffrages.

M. L.



Alger

Démantèlement d'un réseau spécialisé dans le vol de véhicules



Les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé au démantèlement d'un réseau criminel national, spécialisé dans le vol et le démontage de véhicules en pièces détachées, avec l'importation d'équipements électroniques sophistiqués prohibés sur le territoire national pour les utiliser dans le décodage des matrices de démarrage des véhicules en vue de les voler.

A cet effet, trois véhicules ont été saisis, outre plusieurs pièces de véhicules volés de différentes marques. La valeur des saisies s'élève à 2 milliards de centimes. Les enquêtes menées sur le terrain sur ce réseau criminel, composé de huit individus, âgés entre 24 et 45 ans, ont été sanctionnées par l'arrestation du principal accusé, puis de ses acolytes, et ce, sous la supervision du procureur de la République territo-

rialement compétent. Après délivrance de mandats de perquisition, il s'est avéré que les mis en cause étaient impliqués dans d'autres affaires antérieures de vol de véhicules dans différentes wilayas et qu'ils procédaient au démontage rapide des véhicules volés pour effacer toute trace du crime et vendre les pièces détachées.

Après parachèvement des procédures légales en vigueur, les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent qui a ordonné la mise en détention préventive des suspects et le placement de deux d'entre eux sous contrôle judiciaire, selon la même source.

G. K.

Seul le juge d'instruction peut libérer le candidat Karoui

Le constitutionnaliste tunisien, Iyadh Ben Achour, a estimé hier, que seul le juge d'instruction en charge de l'affaire du candidat à la présidentielle anticipée, Nabil Karoui, placé en détention, est habilité juridiquement à ordonner la libération du candidat dont la situation «*crée une impasse juridique*».

Cité par l'agence de presse TAP, M. Ben Achour a également rappelé qu'«*aucun jugement définitif n'a été*

rendu pour Nabil Karoui, placé en détention sur la base d'un mandat de dépôt provisoire».

Le constitutionnaliste a, en outre, considéré que la situation de Nabil Karoui, président du parti Qalb Tounès (Coeur de Tunisie), «*n'a aucune solution juridique*», ajoutant que la libération du candidat à la présidentielle, «*serait animée par des motifs moraux et non juridiques*».

Sur les incidences que peut avoir l'absence d'une

Cour constitutionnelle sur cette affaire de Karoui, M. Ben Achour a affirmé que celle-ci n'est pas du ressort de cette juridiction.

Nabil Karoui qui a obtenu 17,7% des voix, selon les décomptes en cours de l'instance électorale, est bien placé pour passer au deuxième tour de l'élection présidentielle anticipée en occupant la deuxième position derrière le candidat indépendant, Kais Saïd.

R. L.

ACTU...

Tamanrasset

Une cache d'armes et de munitions découverte

Une cache contenant des armes de guerre et des munitions a été découverte, lundi à Tamanrasset, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «*Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le 16 septembre 2019 lors d'une patrouille de fouille et de recherche près de la bande frontalière à Tamanrasset/6^{ème} RM, une cache d'armes et de munitions contenant une mitrailleuse lourde 14.5 mm et une quantité de munitions s'élevant à 240 balles*», a précisé le MDN. Selon la même source, 21 personnes ont été arrêtées lors d'opérations distinctes menées à Djanet (4^{ème} RM), Tamanrasset et In M'guel (6^{ème} RM) par des détachements de l'Armée nationale populaire en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale. Lors de ces opérations menées dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, deux détecteurs de métaux, deux groupes électrogènes, deux marteaux-piqueurs, deux broyeurs de pierres, 50 sacs de mélange de pierres et d'or brut, ainsi que 5,2 quintaux de denrées alimentaires et une plaque photovoltaïque ont été également saisis.

H. T.

Cinéma

Décès du réalisateur Moussa Haddad

Le cinéaste algérien Moussa Haddad, réalisateur du célèbre film «*Les vacances de l'inspecteur Tahar*», est décédé hier à Alger à l'âge de 81 ans, des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de ses proches. Natif d'Alger en 1937, Moussa Haddad s'est fait connaître dans le cinéma en tant que cinéaste et assistant-réalisateur associé dans plusieurs oeuvres notamment «*La bataille d'Alger*» de l'Italien Gillo Pontecorvo.

L. M.

AG extraordinaire de la FAF

Le projet de Ligue à 18 clubs approuvé

L'Assemblée extraordinaire de la FAF qui s'est déroulée hier au Centre technique nationale (CTN) de Sidi Moussa a approuvé la proposition de la Fédération qui souhaitait apporter un changement au système de compétition. En effet, les membres de l'AG ont unanimement voté pour ce projet qui permettra d'augmenter le nombre des équipes de la Ligue I à 18 clubs contre 16 actuellement. Pour ce qui est de la Ligue II, elle sera constituée de deux groupes de 16 équipes qui ne seront plus professionnelles. Il y aura aussi la création d'une DII avec six groupes. Cette adoption rentre dans le cadre d'une réforme globale de la pyramide du football algérien avec aussi la suppression du 4^{ème} palier actuellement géré par Ligue Inter Régions (Lirf). Il faut savoir que la Fédération souhaite restructurer le football national, après les nombreux couacs qui se sont manifestés, notamment avec la cessation de paiement de nombreux clubs dits professionnels qui n'arrivent plus à payer leurs joueurs en raison du manque du nerf de la guerre.

M. M.